

Ethique et politique

Rencontre avec ...

P. C. Messanga Nyamding
Membre Permanent du Comité Central
du Rassemblement Démocratique
du Peuple Camerounais (RDPC)

« Celui qui vole
mérite la prison »

Joshua Nambangi Osih
Deuxième vice-président
du Social Democratic Front (SDF),

« Celui qui permet le vol
doit aussi être mis en prison »

Dans ce numéro

- * Qu'est-ce que la politique ?
- * Les régimes politiques dans le monde
- * Pour une pratique éthique de la politique
- * De la nature de l'Etat
- * Tout pour moi, rien pour les autres !
- * La politique comme service



Rencontre avec...



Pascal Charlemagne Messanga Nyamding,
Membre Permanent du Comité Central du Rassemblement
Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) :
« Celui qui vole mérite la prison »

Joshua Nambangi Osih,
Deuxième vice-président du Social Democratic Front (SDF),
et Membre du National Executive Committee (NEC) :

« Celui qui permet le vol doit aussi être mis en prison »
Pages 21 à 24

APPEL A CONTRIBUTION

Les prochains thèmes sont les suivants :

- N°47 : Elections et Démocratie
- N°48 : Gouvernance locale et développement
- N°49 : Faux et Usage de Faux

Avez-vous des articles à proposer en relation avec ces thématiques ?
Avez-vous d'autres thématiques à nous suggérer ?
Alors contactez-nous aux adresses ci-dessous !



B.P. 1256 Bafoussam

Tél. : (237) 33 44 66 68

Fax : (237) 33 44 66 69

E-mail : cipcre.dg@cipcre.org

Site Web :

www.cipcre.org/ecovox

ISSN 1026 - 2261

Conception et réalisation
CIPCRE

Impression
SAM Commerce & Services
Yaoundé
77 14 04 98 / 22 02 35 31

Distribution et vente
Directions Nationales CIPCRE
Cipcre Conseil & Services
MESSA PRESSE

Directeur de Publication
Jean-Blaise KENMOGNE

Rédacteur en Chef
et Secrétaire de rédaction
Eugène FONSSI

Comité de Rédaction
Samuel SOFFO TODJO
Claude NWAFO
Roger KOUAM
Eugène FONSSI
Gérardine Kamdoun

Correspondants
Elidja ZOSSOU (Cotonou)
Masiala ma SOLO (Kinshasa)
Claude Nwafo (Yaoundé)

Chroniqueur
Dr. Kä MANA

Dessins
Retin

Mise en ligne
Thierry NOMO

Secrétariat
Christance NEKAME

EDITORIAL

Au nom du peuple.....p3

REPERES

Qu'est-ce que la politique ?p4

Ethique et moralep6

Les régimes politiques dans le mondep8

DIAGNOSTIC

Vox pop sur la politiquep10

De la nature de l'Etatp12

Entre la ruse et la violence, la politique balancep15

Le pouvoir de la ruep17

Tout pour moi, rien pour les autres !.....p18

ALTERNATIVES

Ethique politique et éthique de la reliancep25

Pour une pratique éthique de la politiquep27

Politique et non-violence : la leçon de Gandhip29

La politique comme servicep31

TRUCS ET FICELLES

Le despote en 7 tableaux.....p33

LU POUR VOUS

Le prince de Machiavelp35

MELI MELO

L'Etat en Afrique : Quel rapport avec notre passé ?p36

OXYGENE

Notre président.....p38

BANDE DESSINEE

Ascension fulgurante.....p39

Ont collaboré à ce numéro

Guillaume Henri Ngnepi	Dr. Emmanuel Tchumtchoua
Dr. Célestin Tchato Nya	Nadège Christelle Bowa
Guy Martin Kom	Dr. Eugène Eloundou
Jean Takougang	Dr. Gilbert Mboubou
André Ngueufang	Jean Marie Muller
Elvis Elengabeka	Emmanuel Kamtchebu
Rév. Dr. Richard Ondji'i Toung	Rév. Dr. Kä Mana
Michel Ferdinand	Gérardine Kamdoun
Jean Nanhou	Roger Kouam

Textes et caricatures (c) CIPCRE

Sauf indication contraire, les reproductions et les traductions sont autorisées sur demande



AU NOM DU PEUPLE

Par **Rév. Jean-Blaise KENMOGNE**

Docteur en Droits de l'homme

Directeur Général du CIPCRE

S'il est un concept politique fourre-tout utilisé à temps et à contretemps, c'est bien celui de peuple. Des tenants de la droite altière à ceux de la gauche frondeuse en passant par ceux du centre équilibré, tout le monde en parle. Même ceux qui, grâce au bazooka, ont conquis les rênes du pouvoir et s'y sont incrustés !

Quand on viole des femmes désarmées dans un stade, on prétend casser l'opposition et étouffer dans l'œuf toute velléité de revendication dont le pouvoir ne peut sortir que fragilisé. On entend ainsi mener une action curative et préventive, au nom...du peuple et pour le peuple que l'on se plaît à présenter sous les traits d'une victime potentielle qu'il faut protéger. **Dégoûtant !**

Quand on ouvre grande la vanne de la multiplication des partis politiques dans le pays, en crée soi-même d'autres pour brouiller le jeu politique, positionner sur la scène politique des hommes de paille dont on sait au demeurant qu'ils ne sont visibles qu'en période électorale, on prétend avoir libéralisé la vie politique, apporté la démocratie au peuple qui hier encore n'avait pour seul horizon que le parti unique. On s'érige en messie, en libérateur d'un peuple anonyme dont on se plaît à flatter la sagesse, le sens des responsabilités, le courage et toutes autres qualités qu'on lui attribue, à tort et à travers. **Irrecevable !**

Quand on élabore les professions de foi, construit des programmes d'action et fait des promesses, on verse volontiers dans la générosité. Même si l'on sait que les promesses n'engagent que ceux qui y croient, qu'elles ne subissent jamais avec succès le test de la réalité, on se complait dans une phraséologie facile qui prend invariablement le peuple comme le principal bénéficiaire des ambitions dont on anticipe la réalisation. **Inacceptable !**

Quand on désigne son fils, sa femme, son cousin ou son neveu comme son successeur potentiel à la tête de l'Etat ; quand on insulte les intelli-

gences et abat en plein vol les rêves de toutes celles ou tous ceux qui auraient pu légitimement aspirer à cette position de pouvoir, on a tôt fait d'expliquer que c'est pour prévenir des troubles et mettre en place des conditions idoines pour la paix sociale et le bien-être du peuple. **Choquant !**

Quand on vole et organise autour de soi le vol des biens de l'Etat, se mue vite en justicier et prend le peuple à témoin, alors qu'il n'a pas été associé ni de près ni de loin aux intentions, encore moins aux actes de brigandage, on opère en plein bal masqué où le pyromane devient sapeur-pompier. On prétend assainir le climat des affaires et donner des gages pour une gestion rationnelle, rigoureuse et efficiente de la vie publique. On prétend que le bénéfice de cette lutte revient au peuple, même si l'échéance de cette félicité est sans cesse repoussée pour ne pas dire illusoire. **Révoltant !**

Quand on assassine des adversaires politiques à qui on n'accorde pas le droit à un procès équitable, juste et transparent ; quand on se met au-dessus de la loi et la manipule quand on veut et comme on veut ; quand on disqualifie la présomption d'innocence, on invoque la menace à la sécurité de l'Etat et prétend défendre l'aspiration du peuple tout entier à la paix, à la prospérité et au bonheur. **Inadmissible !**

Au nom du peuple on vole, viole et violente ; on ment, manipule et massacre ; on divise pour mieux régner ; on ruse pour mieux user les adversaires et rester plus longtemps au pouvoir ; on abuse de ses prérogatives pour satisfaire son ego ; on déforme, défigure et dénature la vérité pour faire triompher sa vérité. Mais le drame, c'est qu'on prétend faire tout cela au nom du peuple : un peuple fictif en somme dont on parle confusément sans en décliner véritablement l'identité ; un peuple ingrédient compatible avec toutes les sauces idéologico-politiques ; un peuple alibi pour justifier toutes les turpitudes. **Quelle imposture ! ♦**



QU'EST-CE QUE LA POLITIQUE ?

Par Guy Martin KOM
Enseignant

A la question de savoir ce qu'est la politique, le citoyen peu averti répondra que la politique est la capacité d'un citoyen à tromper les autres pour accéder à un poste électif tel que la présidence de la république, la députation ou siéger à un conseil municipal. Il met ainsi en évidence l'idée selon laquelle politique rime toujours avec démagogie. Cette réponse n'est pas fausse, mais elle n'aide pas à bien comprendre ce concept. D'où la nécessité de bien le cerner pour dégager sa véritable signification et les implications y afférentes.

Le discours scientifique parle tantôt de la politique, tantôt du politique. Que signifie chacun des concepts ?

De la politique au politique

Politique dérive des mots grecs polis qui signifie cité et technê qui veut dire science ou art. On peut donc définir la politique comme l'art de gouverner la cité. Le Dictionnaire Universel la définit en ces termes : « science ou art de gouverner un Etat ». On comprend dès lors que la politique est cette science, si c'en est une, qui permet d'organiser la vie dans un Etat. Il s'agit de la manière dont sont conduites les affaires de la cité ou de l'Etat. Un Etat doit ainsi déterminer les institutions à exister en son sein, leur contenu, préciser leur mode de fonctionnement, etc. On peut ainsi parler de la politique éducative d'un Etat ou de sa politique agricole ou encore de sa politique sanitaire ou sécuritaire. La politique éducative désigne la façon dont est organisé le système éducatif dans ledit Etat, des objectifs qui lui sont assignés, du mode de recrutement des enseignants, de leur formation, de la façon dont sont organisés les examens certificatifs... La politique agricole, quant à elle, désigne l'ensemble des mesures prises par l'Etat pour la gestion de l'agriculture. Il peut par exemple choisir de la subventionner, d'offrir des engrais aux planteurs, d'encourager la culture des produits vivriers, consommables sur place plutôt que des produits industriels qui sont destinés à l'exportation, de créer des pistes agricoles dans les villages pour permettre l'acheminement des produits agricoles vers les grands axes routiers puis vers les centres urbains où ils seront vendus.

La politique ne désigne donc pas seulement l'ensemble des activités immédiatement liées à la conquête ou à la conservation du pouvoir. Elle ne se réduit pas aux motions de soutien, aux émissions radiotélévisées, aux batailles diverses à l'Assemblée nationale, aux campagnes électorales et autres meetings ici et là pendant lesquels on chante, danse, mange et boit au lieu de penser. Elle n'est pas non plus le partage des postes en fonction de l'origine tribale ou de la descendance familiale. Elle est plus sérieuse que tout cela. Elle est et avant tout un ensemble d'idées bien systématisées ayant pour but la transformation positive de la société, idées qui doivent ensuite être mises en pratique par des citoyens choisis en fonction de leur compétence réelle. C'est une vision du monde, la dé-

finition de ce qui doit être parce que la réalité est loin d'être satisfaisante. Il s'agit donc de l'ensemble des stratégies développées par les acteurs de la vie nationale pour la bonne marche des affaires de l'Etat.

Le politique quant à lui désigne au premier sens le fait politique. Le dictionnaire Encarta 2009, définit le politique comme « ce qui concerne les affaires de l'Etat ». Il s'agit des faits que peuvent étudier les sciences politiques. Le politique ici est l'ensemble des actes posés par les acteurs de la politique, que ceux-ci soient des hommes politiques ou de simples citoyens. On parle du politique dans ce cas comme on peut parler du social, de l'humanitaire ou de l'économique. Au second sens, le politique désigne un homme politique, c'est-à-dire celui qui fait de la politique. Encarta dit dans ce sens que le politique est toute « personne qui participe activement à la conduite des affaires de l'Etat ou à son opposition ». Le mot peut d'ailleurs être utilisé au féminin si la personne est une femme. On peut ainsi dire que René Sadi, actuel secrétaire général du R.D.P.C. ou Ni Njonh Fru Ndi, président du Social Democratic Front sont des politiques. Mais pourquoi faire de la politique dans un Etat ? Quel est le but poursuivi par les politiques ?

Finalité de la politique

Aristote dans son livre justement intitulé La politique nous dit que la politique doit permettre aux citoyens de « vivre » et surtout de « bien-vivre ». Vivre consiste pour un être humain à satisfaire ses besoins vitaux, c'est-à-dire se nourrir, se loger, se vêtir, se soigner. La politique menée par un gouvernement devrait tenir compte de ces impératifs. Dans de nombreux pays, les citoyens choisissent les gouvernants lors des élections en fonction de leur capacité à augmenter leur pouvoir d'achat, à améliorer leurs conditions de vie matérielles. Ceci montre l'importance que l'être humain accorde à la satisfaction de ses besoins. Nos hommes politiques sont donc avertis. Si beaucoup de jeunes gens aujourd'hui ne rêvent que de l'Occident, c'est justement parce qu'ils pensent pouvoir améliorer là-bas leurs conditions de vie matérielles. Nos hommes politiques doivent par conséquent penser à faire de nos pays africains des territoires où l'on mange à sa faim. Nous devons cesser d'être des pays pauvres et très endettés. On ne devrait plus par exemple dire que le Cameroun est un pays riche alors que les camerounais sont

pauvres. Si le Cameroun est riche, les camerounais doivent l'être aussi grâce à la politique menée par nos gouvernants.

Mais il ne suffit pas de vivre, il faut surtout bien vivre. Le « *bien-vivre* » d'Aristote renvoie aux soins à accorder à la dimension mentale de l'homme. L'homme ne se réduit pas à sa dimension corporelle, il possède également un esprit qui doit même être mieux soigné que le corps. René Descartes, philosophe français du 17^e siècle, dans *Les principes de la philosophie*, nous dit que « *la vraie nourriture de l'homme est la sagesse* ». Chaque Etat doit donc mettre sur pied des institutions à cet effet. Ce sont des têtes bien formées qui peuvent permettre à un Etat d'émerger. Les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas la première puissance mondiale par le fait du hasard. Dix-sept des vingt meilleures universités du monde sont américaines et pratiquement la moitié des prix Nobel déjà décernés sont également américains.

C'est donc une politique éducative pointue et bien pensée qui permet de créer de la richesse, des industries, de faire des découvertes et des inventions, d'avoir une armée puissante car adossée sur des armes de pointe, conséquences des recherches scientifiques. On comprend donc la nécessité d'accorder la priorité à la politique éducative dans un Etat car c'est ce secteur qui porte les autres. Quand il va mal, tout va mal et vice-versa. Le philosophe allemand Nietzsche disait : « *un jour viendra où l'on n'aura plus qu'une pensée : l'éducation* ». Ce jour est arrivé depuis, même si certains n'en sont pas toujours conscients. Le philosophe camerounais Ebénézer Njoh-Mouelle, parlant du moyen d'accéder à l'excellence écrit : « *c'est dire l'importance du rôle qui incombe à l'éducation dans cette entreprise de promotion de l'excellence* ». Seuls des citoyens bien éduqués peuvent être de véritables acteurs du développement.

La politique pratiquée par un Etat doit avoir un autre objectif important : la promotion des droits de l'Homme et des libertés individuelles. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen proclamée en 1789, juste après la révolution française, en son article 2 stipule : « *le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme* ». Ces

associations dont on parle sont nos Etats. L'homme possède des droits naturels (il naît avec) et leur respect est un devoir pour tout Etat. Il s'agit par exemple du droit à la vie, à l'éducation (encore), à la liberté, à la sécurité. Un Etat ne doit donc pas mener une politique liberticide ou une politique qui met en danger la vie des citoyens. C'est le respect de ces droits qui favorise l'harmonie entre les gouvernants et les gouvernés ou entre les différentes classes sociales, ou les différentes tribus. Tout le monde se rappelle encore ces affrontements violents entre prolétaires et bourgeois, surtout au 19^e siècle et dont parle abondamment Karl Marx dans ses œuvres, parce que ceux-ci avaient confisqué les droits des premiers. Plus

proche de nous est ce qu'il convient d'appeler le « *printemps arabe* ». Les peuples de certains Etats arabes se sont ainsi soulevés contre le pouvoir en place pour exiger un meilleur respect de leurs droits. Le respect des droits de l'homme est donc une exigence sine qua non de toute politique digne de ce nom.

Il est vrai que l'objectif premier de chaque homme politique est soit la conquête, soit la conservation du pouvoir. Mission légitime et même noble car chaque Etat doit avoir des gouvernants. Mais il ne s'agit pas de faire de la politique pour des fins personnelles et égoïstes, ou comme le disait Paul Valéry, pour « *empêcher les gens de s'occuper de ce qui les regarde* ». Le politique doit être capable de défendre l'intérêt général, l'intérêt du peuple. Par conséquent,

il doit tenir son mandat de ce peuple et uniquement de lui. On peut donc dire que la finalité dernière de la politique est le bien-être matériel, intellectuel et moral du peuple. C'est pour cette raison que Platon pensait que le gouvernant doit connaître en quoi consiste le Bien pour pouvoir conduire le peuple. Et, celui qui a cette aptitude, c'est le philosophe. Il doit donc gouverner. Platon, dans sa Lettre VII écrit : « *les maux ne cesseront pas pour les hommes avant que n'accède au pouvoir la race des purs et authentiques philosophes* ». Il ne s'agit pas ici de celui qui est bardé de diplômes de philosophie, mais du dialecticien platonicien qui, après avoir conquis le Bien au terme d'une ascension rude et escarpée, revient mettre ce bien à la disposition du peuple, ou plus simplement, de celui qui, par son savoir, ses idées, défend l'intérêt général et partant, contribue au bien-être de ses concitoyens. Toute politique qui ne tient pas compte de ces priorités doit être condamnée. ♦

Tu as déjà dépensé tout ton argent avec d'autres femmes dehors et tu viens me faire la politique ici à la maison !!!
ÇA NE VA PAS SE PASSER COMME ÇA.

M'OUAIS! Comment lui expliquer que je suis allé faire un don à l'école de mon village pour assurer ma victoire aux prochaines élections?





Par Guillaume-Henri NGNEPI
Philosophe

Entre éthique et morale, la frontière est indécise ; principalement dans l'usage courant où l'on emploie, indifféremment, l'un ou l'autre vocable. Il n'empêche qu'en toute rigueur, on peut établir une distinction entre les deux termes ; et les philosophes, pour leur part, s'y sont souvent employés, encore que des uns aux autres ces mots, malgré tout, ne renvoient pas exactement aux mêmes contenus ; ce qui, venant de ces penseurs familiers des contradictions et des controverses, n'est pas pour nous étonner. Cela dit, quelle différence retenir entre éthique et morale ?

Commençons par définir la morale comme un ensemble de prescriptions et de proscriptions ayant cours dans une communauté humaine, ou bien codifié par un moraliste, et visant à régir les conduites des hommes, en leur proposant un art de vivre, articulé, fort souvent, à un idéal de savoir.

Un système de prescriptions et de proscriptions

Malgré les divergences sur la nature de la moralité, l'accord est universel sur son existence et son intérêt. L'une des questions sur lesquelles les opinions, en matière morale, sont partagées c'est celle de la source de l'obligation morale : est-elle en nous ou bien hors de nous ? Sur cette ligne de partage se sont édifiées, d'un côté les morales du transcendant, laïc ou religieux, pour lesquelles le sujet ne crée pas lui-même les valeurs, mais les trouve dans son milieu, ou les reçoit d'une révélation divine ; et de l'autre, les morales qui font du sujet le créateur des valeurs, le législateur.

Pour divergentes qu'elles soient, la plupart des morales ne s'accordent pas moins sur ce qu'on pourrait appeler un bien suprême. Leurs désaccords naissent de nouveau quant à la nature de ce bien suprême. Et s'ils persistent, c'est parce que la justesse de la conception qu'on s'en fait ne saurait se montrer autrement que de manière émotionnelle, la morale ne traitant ni du vrai, ni du faux.

Ainsi définie, la morale ne se confond pas avec l'éthique qui désigne le système formé par les principes philosophiques qui se trouvent à la base des prescriptions et des proscriptions composant la morale.

Un questionnement des prescriptions et des proscriptions

En clair, la morale se situe sur le plan pratique et prescrit ce qu'il faut faire ; l'éthique s'élève au plan théorique pour établir pourquoi il faut le faire. Schelling juge, en outre, que la morale ne s'adresserait qu'à l'individu, tandis que l'éthique supposerait une société d'êtres moraux. Hegel, pour sa part, voit dans la morale, l'intention

subjective, et dans l'éthique, la moralité proprement dite. Toujours est-il que l'une et l'autre, d'ordinaire, passent pour futiles, au motif que les traités de morale n'ont jamais rien changé à la conduite des hommes ; qu'il est banal de constater la relativité des conceptions morales, et par suite normal d'entretenir quelque scepticisme à leur égard. Il faut pourtant se garder d'en conclure à l'inanité de toute morale, de toute éthique : ne nous en déplaise, notre conduite obéit, forcément, à quelque code des valeurs dont il vaut infiniment mieux, pour nous, que nous ayons pu le déterminer nous-mêmes, sous peine, autrement, d'en adopter au hasard des circonstances, au gré des rencontres, à nos risques et périls. Quiconque prétend, par exemple, n'avoir que faire de la morale, énonce en fait, sous une apparence faussement iconoclaste, deux choses :

1) il a renoncé à la morale qui était la sienne jusque-là et qu'il connaît pour cette raison même qu'il n'en veut plus ;

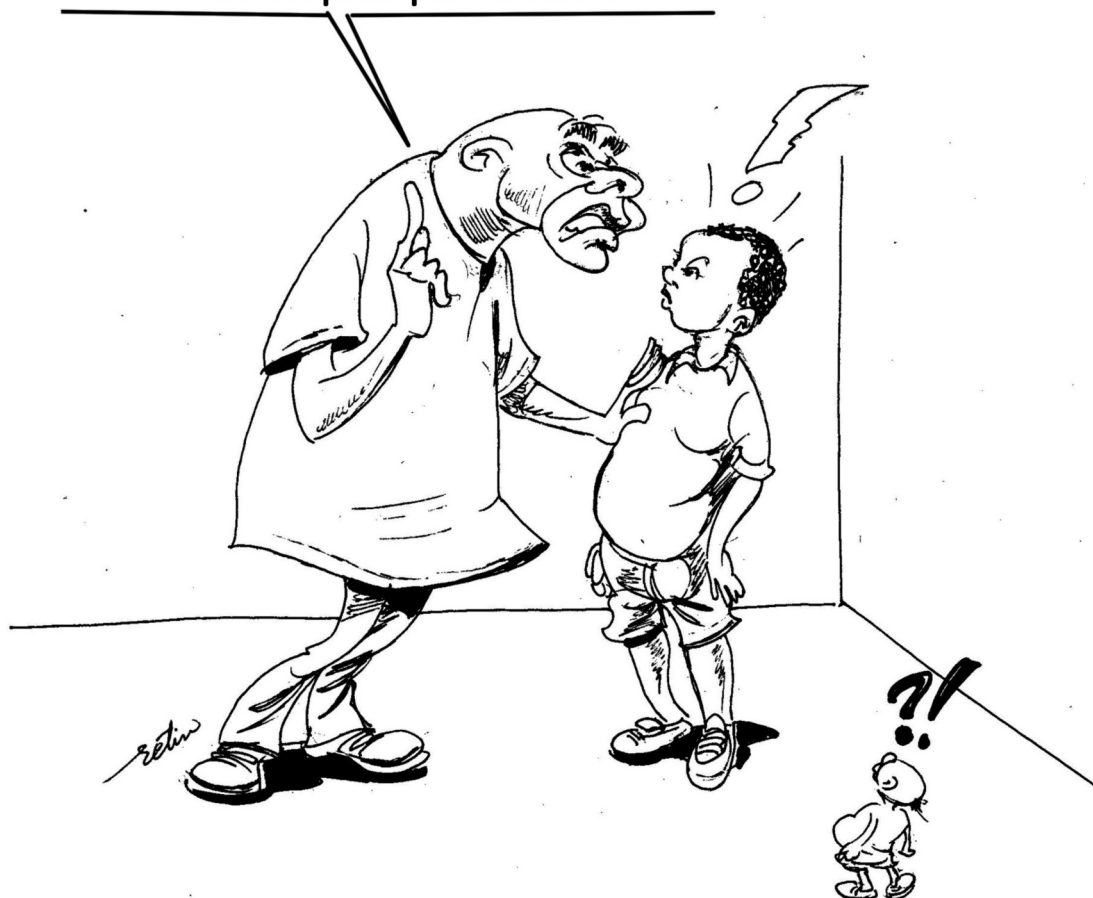
2) il ignore simplement la nouvelle qu'il vient d'adopter pour cette seule raison que l'étreignant à peine, il ne s'y est encore point habitué. Et il en va ainsi, de toute nécessité, parce que la morale est dans les actes avant de se trouver dans la théorie desdits actes. Il y a, de la sorte, une permanence de la morale dont on trouve l'une des meilleures expressions sous la plume d'un Vladimir JANKÉLEVITCH, et qui signifie que, loin qu'on puisse jamais se passer de la morale, on peut simplement en changer, même et surtout quand on fait assaut d'amoralisme, voire d'immoralisme : « La morale a toujours le dernier mot : traquée, persécutée par l'immoralisme, mais non pas nihilisée, elle connaît toutes sortes de revanches et d'alibis ; elle se régénère à l'infini, elle renaît de ses cendres, pour notre sauvegarde. Car on ne peut vivre sans elle ». (L'Ambiguïté morale en son for intérieur). Dans cet ordre d'idées, la théorie morale, ou philosophie morale, se propose non pas, à proprement parler, de nous dire quoi faire ou ne pas faire, mais tout uniment de comprendre et faire comprendre pourquoi et comment nous en venons à faire ce que nous faisons, ou même ne faisons pas. Elle répond, par exemple, à la question de savoir d'où nous viennent telles conduites ou telles autres, c'est-à-dire au

fond, les valeurs qui les sous tendent. Quand il viendrait à nous être proposé par autrui, un code des valeurs ne deviendrait véritablement nôtre qu'une fois repris de façon critique par nous.

Quelles que soient la multiplicité et la diversité des systèmes et doctrines qui proposent, à travers un art de vivre, un type déterminé de conduite, on peut dire qu'ils sont néanmoins tous des morales en ce sens qu'ils subordonnent le comportement humain à un ensemble plus ou moins cohérent de règles déterminant des valeurs prescrites ou prosrites, qui se trouvent ou s'inventent, éternelles ou historiques et transitoires. Du moins tenues pour telles.

Pour réguler les actions politiques, il importe que la morale se place hors d'elles, au-dessus d'elles, telle une visée vers quoi elles aspirent, sans jamais être atteinte, sous peine d'être déchuée de sa fonction régulatrice en se réalisant. Tout le problème serait de savoir si, dans son fonctionnement, il est loisible au politique de se reconnaître une telle visée. Dans l'affirmative, une fois ainsi hypostasiée, la morale serait, par définition, coupée du réel et n'aurait, en conséquence, cure des actions, y compris les politiques. Mais toute la question est de savoir si nos convictions morales peuvent être autre chose que le reflet des opinions de notre milieu et de notre époque. ♦

**Fiston, écoute bien ceci:
si dans une situation désespérée tu es
face à un étranger et un serpent, tue
d'abord l'étranger avant de t'occuper
du serpent par la suite.**



LES REGIMES POLITIQUES DANS LE MONDE



Par Dr. Eugène ELOUNDOU, ENS, Yaoundé

On désigne par régime politique le mode d'organisation des pouvoirs publics (mode de désignation, compétences, définition des rapports entre les différents pouvoirs). Depuis la période de l'antiquité qui marque l'apparition des premières grandes civilisations, les hommes ont été habités par la volonté d'organiser la vie publique, en vue d'une plus grande cohérence sociale. Comment ont-ils procédé ?

Les premiers régimes historiquement connus sont sans aucun doute les monarchies. Avec l'évolution des temps, la monarchie n'a certes pas disparu ; elle a connu de nombreuses mutations et en outre, elle a cédé la place et a même été supplantée par de nouveaux régimes qui sont, selon leur apparition chronologique, le régime parlementaire, le régime présidentiel.

Les monarchies

La monarchie désigne un régime politique dans lequel l'autorité est exercée par un individu et par ses délégués. On la présente aussi comme le régime politique dans lequel le Chef de l'Etat est un roi ou un empereur héréditaire.

A travers les temps historiques, plusieurs types de monarchies ont existé. La première forme est sans aucun doute la monarchie absolue. Elle a été observée dans l'Egypte antique avec l'institution pharaonique, à Rome avec Jules César, en Russie tsariste, en France, exemple : Louis XIV, au Japon (Mikkado), en Afrique occidentale au temps de l'Age d'or (entre IXe et XVe siècles) avec le Mansa au Mali, le Sonni ou l'Askia dans le Songhaï. Au Cameroun particulièrement, on pourrait mentionner le cas des lamidats du nord (Rey Bouba, Banyo, etc) et les grandes chefferies de l'Ouest Cameroun (Bandjoun), le Royaume Bamoun.

Certaines formes de gouvernements observées dans le monde au XXe siècle sont d'autres formes réelles de régimes absolus à caractère totalitaire. Exemple : l'Italie fasciste avec Benito Mussolini et l'Allemagne Nazie avec Adolf Hitler. Ceux-ci se caractérisent par :

- l'existence d'une idéologie infaillible et totalisante ;
- une vie politique, sociale et économique régentée au niveau privé et public ;
- l'existence d'un parti unique qui monopolise les moyens internes de communication de masse ;
- une répression violente de l'opposition via une police secrète ;
- l'embrigadement de la jeunesse.

Au demeurant, on peut dire que rares sont les monarchies qui sont restées figées dans leurs structures originelles. Progressivement, au regard de l'organisation des peuples, ce type de régime a connu de nombreuses mutations et s'accommode de plus en plus des systèmes dits démocratiques (despotisme éclairé, monarchie parlementaire). Cette évolution fait que de nos jours, la monarchie, dépouillée de la plupart de ses attributs initiaux, est perçue comme un symbole qui résiste à l'érosion du temps.

Les régimes parlementaires

Le régime parlementaire est né en Angleterre en 1215, avec l'adoption de la grande Charte par le Souverain Jean Sans Terre. Celle-ci restreint considérablement les pouvoirs. Après un long temps de léthargie, le régime parlementaire connaît une avancée significative au XVIIe siècle, toujours en Angleterre, à travers l'adoption de deux textes de loi : L'Habeas Corpus en 1679 et surtout la Déclaration des Droits en 1689. Celle-ci énumère les droits reconnus au peuple anglais et organise les rapports entre le roi et ses sujets. Désormais, une structure, le parlement, détient plus de pouvoir sur le citoyen que le roi.

Le régime parlementaire accorde donc la primauté au parlement. Il comprend certes un exécutif et un judiciaire, mais les pouvoirs du Président ou du Roi sont honorifiques. Le Chef de l'exécutif incarne l'Etat et symbolise l'unité de la nation. Il assure la continuité et la stabilité des institutions de l'Etat au-delà des changements de gouvernement. Le roi règne, mais ne gouverne pas.

Le parlement occupe la place centrale. En effet, le Premier Ministère ou le Chancelier émane du parti ou de la coalition majoritaire au parlement. Il est responsable devant le parlement. Ses ministres le sont également collectivement ou individuellement. A tout instant, le gouvernement doit jouir de la confiance du parlement, car, une équipe mise en minorité par une motion de censure doit démissionner. Il est alors organisé une élection anticipée. Le parlement a l'initiative des lois. Dans la plupart des cas, les régimes parle-

mentaires ont des parlements à deux chambres : une chambre élue au suffrage universel direct qui exerce l'essentiel du pouvoir législatif, l'autre dont les membres sont très souvent nommés à un rôle consultatif. C'est le bicamérisme. Le modèle illustratif du régime parlementaire est l'Angleterre. La plupart des monarchies d'Europe et quelques-unes d'Asie, l'ont également adoptée.

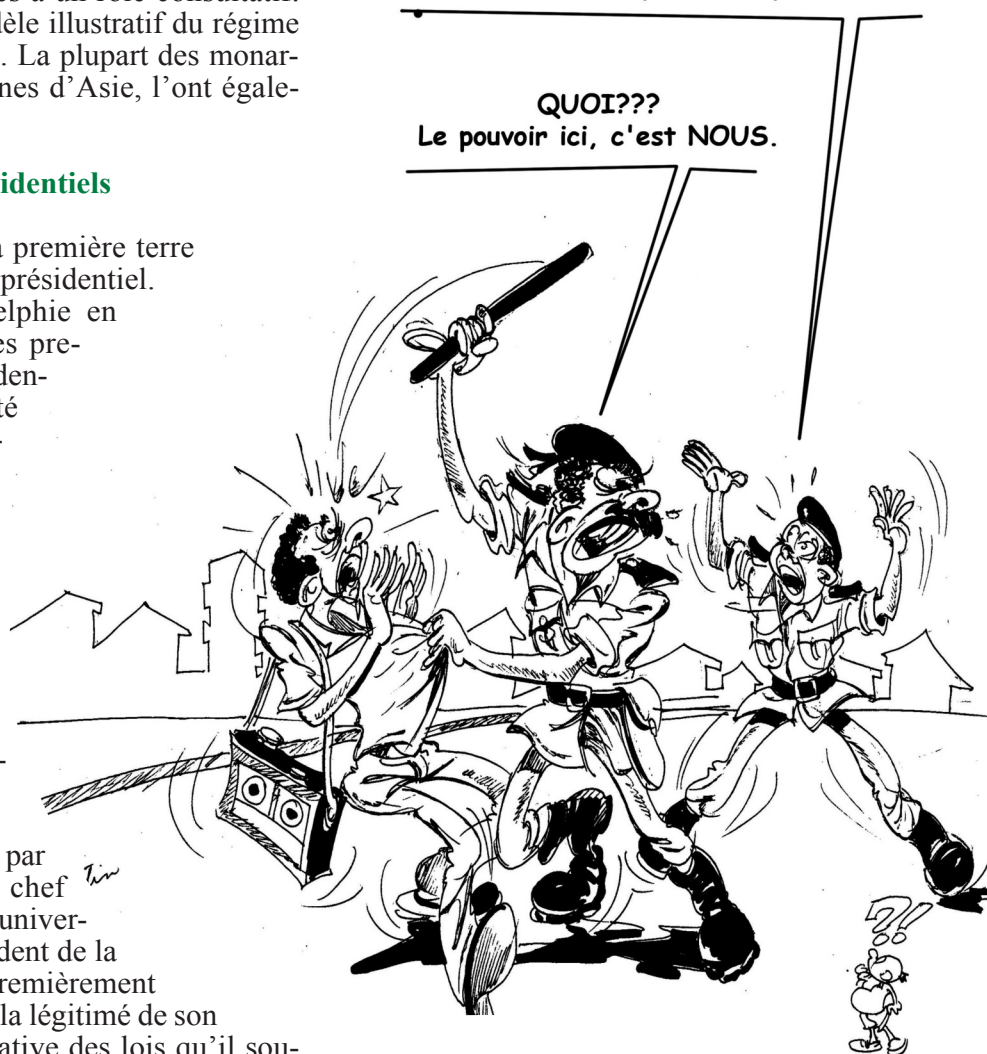
Les régimes présidentiels

Les Etats-Unis sont la première terre d'expérimentation du régime présidentiel. C'est au congrès de Philadelphie en 1787 que ce régime a jeté ses premières bases. Le régime présidentiel repose sur une dualité d'organes émanant l'un et l'autre du peuple. D'une part, un président élu au suffrage universel direct et qui représente l'exécutif, et d'autre part un parlement élu également au suffrage universel composé d'une chambre au moins et qui représente le législatif. Dans le régime présidentiel, le pouvoir judiciaire occupe également une place importante.

- le pouvoir exécutif est détenu par le président de la république, chef de l'Etat. Il est élu au suffrage universel direct ou indirect. Le président de la république est responsable premièrement devant le peuple de qui il tient la légitimité de son pouvoir. Le président a l'initiative des lois qu'il soumet au parlement sous forme de projets de lois.
- le parlement délibère et vote les lois en même temps qu'il assure un contrôle plus ou moins étroit sur les administrations. Il peut, dans certains cas, initier des propositions de loi.
- Le pouvoir judiciaire est souvent représenté par la Cour Suprême et la Cour Constitutionnelle. Le rôle de ce pouvoir est de vérifier si les lois votées par le parlement sont conformes à la constitution, la régularité de différents suffrages. Il peut également constater l'incapacité du président à continuer à assumer ses fonctions au sommet de l'Etat.

Il existe une variation du régime présidentiel appelé régime semi-présidentiel. Ici, le pouvoir exécutif est détenu par le président de la république, chef de l'Etat, un premier Ministre, chef du gouvernement. Ici, le président de la république élabore la politique de l'Etat. Celle-ci est mise en application par le Premier Ministre. C'est le cas des pays tels que la France, le Cameroun.

NOOOON ! Laisse-le ! C'est un journaliste.
Et dans ce pays, la presse est considérée comme étant le quatrième pouvoir...



Aussi bien dans les régimes parlementaires ou présidentiels, d'autres structures exercent des types spécifiques de pouvoirs (Sénat) ou se sont des contre-pouvoirs dont il faut tenir de plus en plus compte : la société civile, l'opinion publique, la presse, les associations.

En ce début du troisième millénaire, on peut constater qu'au-delà de l'organisation ou des modèles de gestion de pouvoir, la plupart des régimes politiques prépondérants dans le monde semblent s'orienter (volontairement ou par la contrainte) vers la démocratie présentée comme le socle de tout progrès de développement et du plein épanouissement de l'être humain. ♦

DIAGNOSTIC

VOX POP : C'EST QUOI LA POLITIQUE POUR VOUS ?



Propos recueillis par
Nadège Christelle BOWA

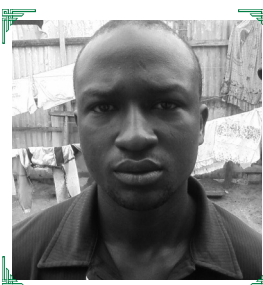
Olivier Parfait Simo
Etudiant Master II Histoire des relations Internationales Université de Yaoundé II

« Dans le contexte africain,
c'est l'école de l'hypocrisie »



Dans le sens commun, on considère la politique comme un ensemble des options prises collectivement ou individuellement par le gouvernement d'un Etat dans ses divers domaines de compétences. Pour moi, elle est également la science qui, acquise par les professionnels de la politique leur sert à diriger, à orienter les hommes (la nation) via les opinions. Ici, il convient tout de même de faire le distinguo entre les types de politique: (agricole, d'administration de gestion, managériale etc.) et celle des leaders d'opinion, de partis politiques plus destinée à influencer une masse; à faire passer un message précis, à défendre une idéologie, une cause à rallier ou à fédérer les hommes autour d'une idée d'un modèle qu'on juge acceptable ou mieux par rapport à tel ou tel autre. Par exemple dans notre pays, on vient de vivre l'élection présidentielle. C'était l'occasion pour les politiques de faire montre de leur maîtrise, de cet art qu'est la politique; tous les leaders avaient un projet peut-être similaire mais le faire passer reste le challenge. Rallier le plus grand nombre est la seule façon de se prévaloir faire de la vraie politique quoique la majorité peut se tromper mais l'essentiel c'est de fédérer le plus grand nombre autour de soi. La politique c'est aussi quelque part, l'école de l'hypocrisie. On ne peut pas bien la faire si on ne l'est pas suffisamment (hypocrite) et égoïste ceci s'applique surtout au contexte africain. Quand vous parcourez l'évolution politique en Afrique Haute volta Oubangui Chari, Cameroun, Cote d'Ivoire, Guinée Equatoriale, vous vous rendez compte de cette évidence.

Loïc Martial Noubissie, mototaximan



« Un cercle de prise de position »

La politique à mon sens est un ensemble de mesures prises par un ensemble de personnes qui constituent le gouvernement. C'est également un ensemble de lois et de textes mis en vigueur par un gouverne-

ment afin de rendre le pays plus libre. Faire la politique, c'est aussi faire partie du cercle de prise de décisions concernant la vie et la destinée de la nation. Toutefois, sa perception par le bas peuple est très complexe. C'est peut être pourquoi on dit des hommes politiques ou des politiciens qu'ils sont très intelligents et même inaccessibles. Dans les villages, ils sont considérés comme des érudits, des personnes venues d'une autre planète, des dieux en bref.

Cyrille Constant Zambou, frigoriste

« Le discours du rassemblement
et du développement »



Pour ma part, la politique est un ensemble formé de plusieurs personnes aux ambitions et aux objectifs bien différents. Faire de la politique, c'est également le fait pour chaque homme politique de s'adresser au peuple, leur tenir un discours allant dans le sens du rassemblement, de la paix et du développement de la nation. Même si cela n'est pas toujours le cas dans nos pays sous développés.

André Momo
Directeur régional Centre-Sud-Est Le Messager

« L'art de rechercher le bien être
de ses concitoyens »



La politique c'est l'art de gouverner, de diriger mais surtout de rechercher le bien-être de ses concitoyens. En clair, favoriser l'accès à l'eau potable, aux soins de santé, à l'électricité, à l'éducation, aux infrastructures routières... Faire de la politique revient donc à procéder à une redistribution équitable des fruits de la croissance. Bien entendu, la politique ne se pratique pas de la même façon dans tous les Etats. J'en veux pour preuve, les Etats-Unis où le système politique repose sur le capitalisme à outrance; la Russie et la Chine qui sont essentiellement communistes et l'Angleterre qui est socialiste. A chaque Etat, sa façon de faire de la politique.

HIC !

Ils ... Ils augmentent le prix de la bière tous les jours comme pour nous empêcher de boire. C'est de la politique ça...

DE LA POLITIQUE, JE VOUS DIS.

HIC !



Roger Dogmo, directeur général du Free Media Group

« Ensemble de textes et lois conçus pour le bien du peuple »



Au sens péjoratif du terme, la politique n'est que la mise en place des règles et des lois pour assujettir et tromper le peuple. Mais à la vérité, la politique devrait être cet ensemble de textes et de lois conçus pour le bien du peuple car il est impossible de parler de politique sans parler de peuple. Les deux concepts étant indissociables. Malheureusement, la politique en Afrique et principalement au Cameroun inspire de la pitié. Le peuple qui devait être au centre de toute chose est piétiné et malmené par les leaders politiques. Ceux-là même en qui ils ont placé toute leur confiance. C'est bien dommage. Pourtant en Europe, on remarque par exemple que tout a été si bien mis en place que chaque citoyen est suffisamment imprégné de la vie sociopolitique, économique et culturelle de son pays. La bonne organisation et le respect des textes permettent de participer à l'évolution de la nation.

Jeannette Dogmo, ménagère

« Être à l'écoute et au chevet des populations »



Je pense qu'au-delà des gros discours et des théories pompeuses, la vraie politique est celle qui se fait sur le terrain. Faire de la politique, c'est être à l'écoute et au chevet des populations, veiller à leur sécurité, à leur santé. Si je prends le cas du Cameroun aujourd'hui, ce que nous attendons des politiciens c'est qu'ils tordent le cou à la grande criminalité, au désœuvrement des jeunes, à la vie chère, à la corruption et aux grandes pandémies qui minent le pays. Si nos enfants sont écartées de tous ces maux, on pourra effectivement dire que le Cameroun est un exemple de bonne politique.

Bernadette Djing, étudiante

« L'art de modifier la constitution pour s'éterniser au pouvoir »



La politique c'est l'art de gouverner et de diriger un pays. De donner les grandes orientations pour la consolidation des acquis d'une nation. Faire la politique revient aussi à se rendre disponible pour le peuple. Malheureusement, la politique telle que perçue dans notre pays aujourd'hui se résume à modifier la constitution pour s'éterniser au pouvoir quand bien même le peuple ne veut plus de ses dirigeants. Je pense qu'on a complètement déformé le sens du mot politique au Cameroun. La preuve, les intérêts égoïstes passent avant le bien être et la survie des populations. Au sommet, on s'arrange à conserver le pouvoir pendant que les masses laborieuses trinquent. Tant que la constitution ne sera pas modifiée en privilégiant le bien être du bas peuple, ce serait une grosse erreur que de penser qu'au Cameroun, on fait de la politique. ♦

DIAGNOSTIC

DE LA NATURE DE L'ETAT



Dr. TCHATOU NYA Célestin
Enseignant de philosophie

De Thomas Hobbes à Jean-Jacques Rousseau en passant par Montesquieu, l'histoire de la philosophie politique a été marquée tantôt par la justification de l'absolutisme, tantôt par la légitimation de la séparation des pouvoirs, tantôt par la mise en avant de la thèse de la souveraineté qui réside dans le peuple. Autant dire qu'il y a eu des évolutions, mais parfois des involutions et qu'il subsiste encore aujourd'hui des interrogations au vu de la persistance des inégalités sociales, de la domination de l'économique sur le politique, de l'écart entre les libertés proclamées et les libertés réelles, etc.

L'autocratie, c'est la concentration des pouvoirs politiques entre les mains d'un seul. La démocratie, c'est la séparation des pouvoirs fondée sur une totale implication du peuple dans le choix des dirigeants. Selon la nature de l'Etat (autocratique ou démocratique), le peuple au nom de qui on parle souvent, peut subir la politique plutôt que d'en être l'acteur principal. Une démocratie en apparence pouvant cacher une autocratie sévère !

L'exaltation de l'autocratie

Dans un régime autocratique, toutes les ressources humaines et matérielles du pays sont gérées par la volonté d'un seul : le Prince. Il règne sans partage et dicte sa loi. Il fait la pluie et le beau temps. Toute contestation, toute opposition ou toute proposition contraire à la marche et à la démarche du chef est perçue comme une subversion et sanctionnée comme telle.

L'autocratie se confond nécessairement à l'absolutisme. Pour André Lalande, l'absolutisme est « *opposé à tout libéralisme* » (André Lalande, vocabulaire Technique et critique de la philosophie, P.U.F 1983, 7). Le pouvoir autocratique, donc absolu, est exalté par les penseurs comme Thomas Hobbes et Nicolas Machiavel.

Hobbes soutient que pour garantir la stabilité et la sécurité du pays, l'Etat se doit d'être fort. L'Etat fort, il le nomme « *le Léviathan* ». Il s'agit d'une force impitoyable qui terrorise la population et étouffe toute velléité de contestation. Chez Hobbes, le pacte social n'est qu'un pacte de sujétion, de soumission des individus à l'autorité de l'Etat. Selon lui, la conservation par chacun de sa liberté naturelle constitue une menace sérieuse pour la survie de la collectivité. Les volontés particulières des uns et des autres doivent être ramenées « *à une seule volonté* », de sorte que « *la multitude, ainsi unie en une personne une, est appelée un Etat, en latin CIVITAS. Telle est la génération de ce grand LEVIATHAN, ou plutôt (pour parler avec plus de déférence) de ce dieu mortel, auquel nous devons, sous le dieu immortel, notre paix et notre défense* » (Thomas Hobbes, Léviathan, livre II, chap. 17). En clair,

avec Hobbes, le pouvoir politique est entre les mains d'un seul (« *un homme* » ou « *une assemblée d'hommes* »), qui parle et décide pour tous les membres de la communauté, parce que « *leurs volontés sont sa volonté, et leurs jugements son jugement* » (Hobbes, Opus. Cit.). Le Léviathan dont parle Hobbes se doit d'être aussi fort et puissant que le monstre marin biblique auquel il s'identifie (Cf. : Job 40 et 41 ; Esaïe 27 ; Psaume 74 :14 ; Psaume 104 :26). Du Léviathan biblique, Job nous rappelle que « *tout espoir de le vaincre est trompeur. A son seul aspect, n'est-on pas terrassé ?* » (Job, 41 :1). C'est ce climat de peur, entretenu par le despote, le monarque ou le Tyran qui fabrique et conserve durablement l'assujettissement total du peuple. Pour Hobbes, c'est l'obéissance renouvelée du peuple au prince qui permet à l'Etat de réaliser de grandes œuvres, et de développer la nation. La désobéissance est génératrice de désordre et de destruction. L'ordre et la soumission au « *dieu mortel* » doivent régner.

Machiavel, quelques années avant Hobbes, reconnaissait déjà que la méchanceté est l'un des attributs du prince qui tient à conserver le pouvoir le plus longtemps possible. L'autre attribut, qui complète le précédent dans une harmonie diabolique, c'est la ruse. C'est le binôme méchanceté / ruse qui convient au prince pour se faire respecter : « *On estime un prince quand il est vrai ami et vrai ennemi* », écrit Machiavel (Le Prince, Flammarion, 1980, p.180.). L'autorité du prince tient au rayonnement de sa puissance : « *les Etats qui se gouvernent par un prince et des serviteurs voient leur prince jouir de plus d'autorité : car dans tout le pays, il n'est personne qui se reconnaisse un maître autre que lui, et si l'on obéit à quelque autre, c'est qu'il est ministre ou fonctionnaire du prince, et on n'a pas pour lui un attachement particulier* » (Machiavel, Opus. cit. P.101)

Dans l'autocratie ou dans l'absolutisme, la nature de l'Etat est fondamentalement marquée par l'état de nature fait de mesquineries, de cafouillage, de pièges, d'injustice, de méchanceté. On est ici, au propre comme au figuré, comme dans une véritable jungle où l'Etat fort écrase le peuple faible. La morale, le droit, la justice sont ceux du prince et de ses courtisans. Toutes les bestialités

inhérentes à l'état de nature sont mises à contribution pour sacrifier le prince : arrestations arbitraires, emprisonnements, tortures, lavage de cerveau, assassinats... Le seul chant qui vaille la peine d'être chanté, c'est celui qui exalte la beauté inaliénable et la puissance inébranlable du prince. La seule prière qui vaille la peine d'être récitée, c'est celle qui célèbre la bonté éternelle et la sagesse inégalable du prince. Tout est hyperbolisé pour plaire au garant de l'Etat, et tirer de lui quelques prébendes et quelque considération. Ceux dont la conscience se refuse de rentrer dans cette vaste comédie sont contraints au silence ou à l'exil. Ils choisissent la torture en choisissant de briser le silence.

Ces dérapages inhumains sont censés être corrigés par la démocratie.

La légitimation de la démocratie.

Dans un régime démocratique, la séparation réelle des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire est un principe cardinal. Pour que le peuple ne soit l'otage ni d'un individu, ni d'une confrérie, il est indispensable que les consultations populaires lui donnent l'occasion de choisir ses dirigeants. Dans une démocratie, le pacte qui lie les gouvernants aux gouvernés est fondamentalement temporel, et les premiers, au terme d'un mandat, peuvent être reconduits ou éconduits, loyalement. Pour André Lalande, la démocratie est un « *Etat politique dans lequel la souveraineté appartient à la totalité des citoyens, sans distinction de naissance, de fortune ou de capacité* » (Vocabulaire Technique et critique de la philosophie, PUF, 1983, P.215). Montesquieu et Jean Jacques Rousseau légitiment la séparation des pouvoirs, pierre angulaire de toute vraie démocratie.

Montesquieu commence par la distinction des trois formes de gouvernement : despotique, monarchique et républicain. Il condamne le despotisme, fondé sur la

crainte : « *Il faut donc que la crainte y abatte tous les courages et y éteigne jusqu'au moindre sentiment d'ambition* » (Esprit des lois, livre III, chap. 9). Il reconnaît que la monarchie est bonne pour les Etats de taille moyenne, à la seule condition que les lois ou les pouvoirs intermédiaires (religieux par exemple) limitent l'autorité du monarque. C'est dans la république que se pratique la démocratie « *Lorsque, dans une république, le peuple en corps a la souveraine puissance, c'est une démocratie. Lorsque la souveraine puissance est entre les mains d'une partie du peuple, cela s'appelle une aristocratie* » (Opus. cit., II, 2).

En démocratie, pense Montesquieu, la séparation des pouvoirs doit être inscrite dans la constitution, afin d'assurer la liberté politique du citoyen. Seulement, il précise qu'une constitution peut, de droit, garantir cette liberté tandis que le citoyen, de fait, n'est pas libre. D'où la nécessaire adéquation entre le droit et le fait, le principe et la pratique ; « *Il pourra arriver que la constitution soit libre et que le citoyen ne le sera point. Le citoyen pourra être libre et la constitution ne pas l'être. Dans ces cas, la constitution sera libre et non pas droit* » (Montesquieu, Opus.cit., livre XII, chap.2). Quand la constitution est libre de droit et non de fait, il y a inévitablement intrusion de l'état de nature dans la nature de l'Etat. La démocratie ne l'est plus qu'en apparence. Des pièges visibles et invisibles, manifestes et subtils jonchent désormais le chemin du citoyen qui vit, malgré les lois démocratiques, sous une véritable dictature.

C'est pour limiter la possibilité toujours ouverte d'un divorce entre la constitution et le citoyen que Rousseau précise la nature du contrat social. Il s'agit pour lui de « *trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun s'unissant à tous n'obéisse pendant qu'à lui-même, et reste aussi libre qu'auparavant* » (Rousseau, Du Contrat social, livre I, chapitre 6). La positivité du contrat social vient de ce qu'il permet à l'individu de perdre sa liberté naturelle au pro-

Encore ces "indignés" qui manifestent sur la voie publique. Il nous faut trouver un moyen d'en venir à bout.

Justement, j'ai une idée: Et si on les paupérisait davantage en créant un impôt sur leurs pancartes?



fit de la liberté conventionnelle. Sans cette « *aliénation totale de chaque associé avec tous ses droits à toutes la communauté* », il est impossible de vivre dans un Etat de droit (Cf. : Rousseau, Opus cit, XII, 1).

La démocratie doit garantir un Etat de droit, dans le principe et dans la pratique. Malheureusement, la démocratie peut connaître des entorses et des dysfonctionnements si le jeu démocratique est vicié par le fait des bonnes lois appliquées par des gouvernants mauvais et pernicieux, ou alors des mauvaises lois appliquées par des gouvernants bons et prétentieux. Dans les deux cas, un soupçon de dictature pèse sur la démocratie.

L'Etat et le peuple : comment lever la suspicion ?

Autocratique ou démocratique, le peuple peut être otage du régime qui gouverne. Si cet embastillement du peuple se comprend dans une autocratie, il n'a pas sa raison d'être dans une démocratie. Hegel soutient que « *l'Etat est l'effectivité de la liberté concrète* » (Principe de la philosophie du droit, 3e partie, 3e section, § 260). Cela est d'autant plus vrai dans un Etat démocratique. Si la liberté n'est orientée que dans le sens du maintien au pouvoir de l'exécutif et des pouvoirs instrumentalisés l'accompagnent, alors on retombe pleinement dans le totalitarisme. Et pour Hannah Arendt, « *partout où le totalitarisme détient le contrôle absolu, il remplace la propagande par l'endoctrinement et utilise la violence moins pour effrayer les gens (ce qu'il fait seulement au début, lorsque subsiste une opposition politique) que pour réaliser constamment ses doctrines idéologiques et ses mensonges pratiques* » (Les origines du totalitarisme, chap. XI).

Les mensonges pratiques ne peuvent engendrer que la mauvaise gouvernance. Il faut les combattre, démocratiquement. En démocratie, les citoyens doivent jouir de tous leurs droits, y compris le droit à la désobéissance civique. Pour Bernard-Henri Lévy, il est normal que le peuple maltraité, appauvri et sous-employé manifeste pour se faire entendre. Il est normal que l'indignation soit portée sur la place publique. C'est l'une des voies de sortie de la suspicion qui pourrit le climat social et éloigne les gouvernés des gouvernants. Les premiers soupçonnent les seconds de vouloir profiter seuls des ressources de la nation. Les seconds soupçonnent les premiers de vouloir leurs postes politiques. Pour Bernard-Henri Lévy, l'irruption sur la place publique de ceux qui hier étaient « *sans noms, sans visages, presque des âmes mortes, des fantômes* » est « *un signe de santé du corps social. C'est un sursaut de dignité, de maturité* » (« Le

Point», numéro 1322 du 17 Janvier 1998, P.106). C'est la réappropriation par le peuple de la démocratie, cette démocratie de plus en plus affaiblie et vidée de son contenu par la mondialisation, telle que cette dernière se dessine sous nos yeux. En consacrant l'enrichissement sans fin, la mondialisation déshumanise l'homme : le matériel est au centre et l'humain à la périphérie. Or c'est la quête de l'humain qui valorise la démocratie. Dans une démocratie, une minorité ne peut pas jouir de la lumière du soleil pendant que la majorité se meurt dans l'abjecte pauvreté.

La démocratie doit garantir un Etat de droit, dans le principe et dans la pratique

Pour sortir du mode de gestion politique encouragé par une « *mondialisation sans alternative* », qui fait l'apologie de la bourgeoisie, KA MANA propose, sur les traces de Bernard-Henri Lévy, une altermondialisation, « *un nouvel humanisme planétaire* », perçu comme « *un nouveau printemps politique des peuples, qui ne serait pas dirigé simplement contre quelques dictateurs à l'intérieur des nations, ainsi qu'on l'a vu récemment en Tunisie ou en Egypte, mais contre la dictature du marché, contre l'autoritarisme du profit, contre la tyrannie de l'Argent-Roi et de tout le système mondial qu'ils animent et irriguent de leur souffle destructeur* » (KA MANA, « *La pensée politique de Gramsci aujourd'hui* », in ECOVOX MAGAZINE, num.45, Janvier-Juin 2011, p.35)

Seul ce nouvel humanisme planétaire peut durablement fonder et légitimer la démocratisation véritable du monde. Le culte de l'Argent-Roi installe au pouvoir une élite ploutocratique qui thésaurise sans frein, comme si elle devait sa puissance à la masse des biens accumulés. L'argent est éternel. L'homme est mortel. L'argent doit être au service de l'homme, et non le contraire.

Rousseau affirme fort judicieusement que « *le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir* » (Du Contrat social, livre I, chap.3). Cela est vrai, aussi bien dans une autocratie que dans une démocratie. Partout où l'état de nature s'invite dans la nature de l'Etat, les règles du jeu politique ne peuvent qu'aliéner le peuple. Pour sortir la démocratie de la jungle (dictature, insécurité, violence, paupérisation du grand nombre, musellement de l'opposition), il est impératif que le peuple se réapproprie la gestion des affaires publiques. Les travers de l'autocratie peuvent se retrouver de façon plus savante, plus subtile mais plus vicieuse dans une démocratie. Un gouvernement démocratique de droit, mais de fait dictatorial, couve inmanquablement une inévitable cassure du pacte social. ♦



ENTRE LA RUSE ET LA VIOLENCE, LA POLITIQUE BALANCE

Par KAMTCHEBU EMMANUEL, Philosophe

La politique est de l'ordre de l'action. Et qui dit action, dit engagement par des actes concrets, primat de l'agir sur le voir, du faire sur le contempler, de la « praxis » sur la « theoria ». Dans le « feu de l'action », ce n'est pas toujours la raison normative, rivée sur les valeurs éthiques fondamentales, qui gouverne l'agir ; c'est très souvent la raison instrumentale, à forte coloration idéologique, la fameuse « raison d'Etat », selon un autre visage, qui est à l'œuvre car si la politique est action, l'action tend à la réussite, et la réussite exige l'emploi des moyens parfois moralement répréhensibles. C'est ainsi que dans le champ politique, deux instruments d'action, deux « principes » ou « préceptes », dominant et cheminant ensemble, obscurément ou ouvertement : la ruse et la violence. Entre les deux « astuces » d'action, la politique balance...

Pour bien comprendre -sans nécessairement légitimer- la conformation dans le champ politique de la ruse et de la violence, il faut raisonner à partir de la question qui est au centre des préoccupations du politique : comment conquérir le pouvoir et/ou le conserver ? Ou encore, pour tenir compte des modes « démocratiques » d'accès au pouvoir, comment accéder au pouvoir et/ou le conserver ou s'y maintenir selon les prescriptions constitutionnelles ? La réponse classiquement connue et défendue avec force par des penseurs politiques réalistes, ceux qui décrivent le pouvoir tel qu'il est et non tel qu'il devrait être, est que les préceptes que suggère l'expérience du monde ne coïncident pas avec ceux que les moralistes enseignent et qu'il faut être disposé, en politique, à user bien ou mal, selon les circonstances ou les contingences socio-historiques. Autrement dit, les règles générales de la morale ne s'imposent pas au politique si bien que pour accéder au pouvoir ou pour s'y maintenir, il doit savoir qu'il peut être nécessaire pour lui de faire le mal et comme par voie de conséquence de bafouer la morale. Il doit pré-supposer qu'il a une mission supérieure à celle des autres hommes -de ses sujets ou de ses concitoyens- et pour s'en acquitter efficacement il doit être prêt en conséquence, c'est-à-dire prêt à utiliser les moyens efficaces par rapport à l'atteinte des objectifs politiques visés, fussent-ils immoraux. Machiavel, ce nom propre universellement connu, qui a fourni à la langue française un substantif, « machiavélisme », et un adjectif, « machiavélique », dans son maître-ouvrage Le Prince, écrit dans cette perspective réaliste - puisqu'il souligne lui-même qu'il lui a paru nécessaire de s'« attacher à la vérité effective de la chose, plus qu'à l'imagination qu'on peut s'en faire » : « Beaucoup (...) se sont imaginé des républiques et des principautés que jamais personne n'a vues ni connues réellement. Mais la distance est si grande entre la façon dont on vit et celle dont on devrait vivre, que quiconque ferme les yeux sur ce qui est et ne veut voir que ce qui devrait être apprend plutôt à se perdre qu'à se conserver ; car si tu veux en tout et toujours faire profession d'homme de bien parmi tant d'autres qui sont le contraire, ta perte

est certaine. Si donc un prince veut conserver son trône, il doit apprendre à savoir être méchant, et recourir à cet art ou non, selon les nécessités »(1) L'art de gouverner est ainsi l'art de naviguer selon les circonstances et non sans audace.

Instruments ou « règles » d'action au service du politique

Le politique fonctionne avec l'expérience de l'histoire et de l'action. L'histoire lui enseigne le train des choses humaines et l'action les actes concrets à poser pour atteindre ses fins politiques. L'action présuppose des fins et des instruments pour les atteindre. Les fins politiques ont un dénominateur commun : accéder au pouvoir ou, si on y est déjà, s'y maintenir. Les instruments d'action visent à atteindre cette fin politique fondamentale ou des fins politiques intermédiaires nécessaires à la réalisation de la fin fondamentale. Dans le champ de ces instruments, la ruse et la violence font chemin, et même se bousculent.

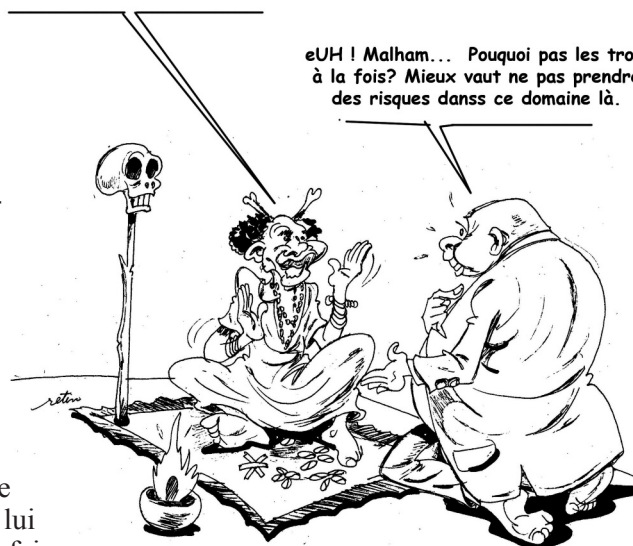
En effet, lorsqu'on parle de la politique en se fondant sur des constatations objectives coupables mais inévitables (?), on se hâte de noter que la ruse et la violence sont au cœur des actions des politiques, qu'elles constituent l'âme de l'exercice du pouvoir. Les deux cheminent ensemble comme les « appareils idéologiques d'Etat » cheminent avec les « appareils répressifs d'Etat » pour user de ces expressions de Louis Althusser- soit à visage couvert, soit à visage découvert. Machiavel, une fois de plus, est convoqué ici, lui qui pense que le politique doit savoir user adroitement de l'homme et de la bête, et qui entre les bêtes lui propose de choisir deux modèles, le renard et le lion. Le renard symbolise la ruse et le lion la force. Le propre de l'homme, fait-il remarquer, est de combattre par les lois, régulièrement, avec loyauté et fidélité. En revanche, le propre de la bête est de combattre par la force et par la ruse. La manière purement humaine ne suffit pas ; l'homme est souvent obligé d'user de la manière de la bête. Le politique accompli, armé pour la lutte,

doit posséder en quelque sorte ces deux natures, homme et bête, dont l'une est soutenue par l'autre, et comme bête, agir à la fois comme renard et lion. Il doit tâcher d'être tout à la fois les deux car s'il n'est que lion, il n'apercevra point les pièges, et s'il n'est que renard, il ne se défendra point contre les loups ; il a également besoin d'être renard pour connaître les pièges et lion pour épouvanter les loups.

Le politique ne s'embarrasse donc ni de la ruse, ni de la force. Le premier instrument lui permet, selon la nécessité, de faire des promesses fallacieuses, de mentir, d'instrumentaliser le peuple, de paraître, de faire-croire... Machiavel souligne justement qu'en matière de promesses, d'engagements, le prince doit être renard, c'est-à-dire ne pas observer la foi lorsque l'observer tournerait contre lui, et qu'ont disparu les raisons qui lui avaient fait promettre : « *un seigneur avisé ne peut, ne doit respecter sa parole si ce respect se retourne contre lui et que les motifs de sa promesse soient éteints. Si les hommes étaient tous gens de bien, mon précepte serait condamnable ; mais comme ce sont tous des tristes sires et qu'ils n'observeraient pas leurs propres promesses, tu (le prince) n'as pas non plus à observer les tiennes* »(2) Peut-on d'ailleurs, quand on est prince, manquer de raisons légitimes pour justifier l'inexécution de ce qu'on a promis, « *pour colorer son manque de foi* »(2) ? Infini est ici le nombre d'exemples modernes à citer, le nombre de traités de paix, d'accords de toute espèce, devenus vains et inutiles par l'infidélité des politiques qui les avaient conclus. Le second instrument, la violence, lui permet, toujours selon la nécessité, les vents de la fortune, les changements des situations, de recourir à la cruauté pour conserver sa vie et celle de l'Etat, pour se défendre contre ses ennemis de l'intérieur ou de l'extérieur. A la question : « *vaut-il mieux pour le prince d'être craint ou d'être aimé ?* » Machiavel répond que le meilleur serait d'être l'un et l'autre, mais que c'est difficile et dans ce cas il est plus sûr d'être craint. Malheur, dit-il, au prince qui chercherait à se reposer uniquement sur les amitiés payées au prix des largesses, il « *serait bientôt perdu* » ! César Bor-

En politique, vous dites que vous voulez ressembler à un serpent, à une panthère ou à un lion?

eUH ! Malham... Pourquoi pas les trois à la fois ? Mieux vaut ne pas prendre des risques dans ce domaine là.



gia lui sert d'exemple représentatif qui illustre la leçon : il passait pour cruel, dit-il sans sourcilier, mais sa cruauté rétablissait l'ordre et l'union en Romagne. Cruauté bénie, clame-t-il, si elle tue dans l'œuf les désordres et sauve la vie du prince et de l'Etat.

Jean-Paul Sartre fait vivre une fresque de ce jeu du politique entre ruse et violence dans sa pièce au titre révélateur de son objet et très actuel : *Les mains sales*. Il y met en scène un débat entre deux personnages : l'idéaliste Hugo Barine et le réaliste Hoederer. Le premier pense que le parti

socialiste dont les deux sont membres n'a qu'un seul but : faire triompher les idées, toutes les idées et rien qu'elles, et qu'un seul moyen : l'utilisation de la lutte des classes sans mentir, ruser, louvoyer, sans compromission possible avec l'économie capitaliste. Le second, qui est prêt à signer un accord avec le camp capitaliste et qui considère cet acte comme la meilleure opportunité de l'heure, fait ces déclarations réalistes : « *Que de bavardages ! Si tu ne veux pas courir de risques il ne faut pas faire de politique* »(3) ; « *Qu'est-ce que tu veux faire du parti ? Une écurie de courses ? A quoi ça sert-il de fourbir un couteau tous les jours si l'on n'en use jamais pour trancher ?* »(4) ; « *Je mentirai quand il faudra... Ce n'est pas en refusant de mentir que nous abolirons le mensonge : c'est en usant de tous les moyens pour supprimer les classes* »(5) ; « *Tous les moyens sont bons quand ils sont efficaces* »(5) ; « *Moi, j'ai les mains sales, jusqu'aux coudes. Je les ai plongées dans la merde et dans le sang. Et puis, après ? Est-ce que tu t'imagines qu'on peut gouverner innocemment ?* »(6) Et lorsque Hugo lui pose la question : « *Et vous croyez que les vivants accepteront vos combines ?* »(4), il répond sans ambages : « *On les leur fera avaler tout doucement* »(7) Pour « *les leur faire avaler* », la ruse et la violence sont des instruments d'action indispensables. Les promesses politiques, dit-on à juste titre, n'engagent que ceux qui y croient ! ♦

(1) Machiavel, *Le prince*, paris, Librairie Générale Française, 1983, pp. 79-80.

(2) Op.cit. p. 90

(3) Jean-Paul Sartre, *Les mains sales*, paris, Gallimard, 1992, p. 194

(4) Op.cit. p. 195

(5) Op.cit. P. 197

(6) Op.cit. P. 198

(7) Op.cit. P. 196



LE POUVOIR DE LA RUE

Par Michel Ferdinand,
Journaliste

Depuis ce qui est convenu d'appeler le "printemps arabe", la rue a acquis un nouveau statut, celui de faire et de défaire les princes qui nous gouvernent. Explication d'un phénomène politique d'un type nouveau.

Le sacrifice est suprême. Tout le monde ou presque s'accorde à le reconnaître. Une page de l'histoire de la Tunisie se tourne dans la douleur, précisément le 17 décembre 2010, lorsque Mohamed Bouazizi, vendeur de légumes ambulant de 26 ans, se fait immoler devant le gouvernorat de Sidi Bouzid, situé au Centre-Ouest de ce pays. En se suicidant, ce jeune « bayam-sellam » entend protester contre la saisie de sa marchandise par la police locale.

Une goutte d'eau qui a débordé le vase, et entraîné une série de protestations à Sidi Bouzid, surtout dans les milieux agricoles, où régnait la pauvreté. C'est le début d'un mouvement social contre le chômage et la vie chère. Sidi Bouzid n'a jamais été secoué de la sorte. La colère gagne du terrain et touche d'autres régions : Kasserine, Atlas, Jendouba. Le Sud de la Tunisie est touché, avant la capitale, Tunis. Des forces du maintien de l'ordre et des populations s'affrontent çà et là. Face à la résistance des manifestants, des hommes en tenue ouvrent le feu. Des morts s'en suivent. Des blessés aussi. Le mécontentement prend des proportions au point où le président tunisien, Zine El Abidine Ben Ali, s'insurge contre ce qu'il qualifie d'« instrumentalisation politique ». La rue maintient la pression. L'équipe gouvernementale subit une épuration, puisque, quelques-uns de ses membres sont démis de leurs fonctions, à l'instar du ministre de la Communication. Il en est de même du gouverneur de la région de Sidi Bouzid, limogé le 29 décembre 2010.

Rien n'y fait. La rue entend faire parler d'elle. Une vague d'entre eux, s'attaque à des édifices publics qu'elle saccage et incendie. Le 5 janvier 2011, Mohamed Bouazizi, l'homme qui s'est immolé quelques jours auparavant, décède à l'hôpital. Sa disparition vient encore mettre le feu aux poudres. Malgré les promesses du président Ben Ali, de créer 300 000 emplois supplémentaires, avant la fin 2012, la rue n'arrête pas de faire entendre sa voix. Le limogeage des membres du gouvernement se poursuit, même si, entretemps, M. Ben Ali parle d'« actes terroristes » perpétrés par des « voyous cagoulés ». L'armée sort des casernes et se déploie dans les principales villes. Le nombre de victimes s'accroît au fil des jours. Les symboles du pouvoir sont attaqués. Dans une adresse à la nation, le président Ben Ali se dit prêt à quitter le pouvoir en 2014. Il promet même la « liberté totale » d'information et d'accès à Internet. Jusque-là, les morts se multiplient. Les manifestants trouvent, en mi-janvier 2011, des slogans contre le président tunisien : « Ben Ali dehors ». Dans la mi-journée du 14 janvier 2011, M. Ben Ali annonce le limogeage de son gouvernement et l'organisation des élections législatives anticipées. La crise prend de l'ampleur. L'état d'urgence est déclaré quelques heures avant que le président Ben Ali ne quitte la Tunisie, pour se réfugier en Arabie Saoudite. Fin d'épisode.

La pression de la rue est assez forte sur certains tenants du pouvoir politique. On l'observe d'ailleurs dans quelques pays arabes. Des manifestations prolongées qui ne s'assimilent pas

moins aux révolutions ou révoltes. Ainsi, vient de naître une nouvelle terminologie, le « Printemps arabe », laquelle terminologie fait allusion au « Printemps des peuples », connu en 1848, lorsque des révolutions ont éclaté dans plusieurs pays d'Europe (Italie, Allemagne, Autriche...), remettant ainsi en cause le dispositif mis en place au cours du congrès de Vienne. Les différents mouvements font apparaître une bonne dose de dimension sociale. Les peuples touchés ont soif de libertés individuelles ou publiques. Le besoin de démocratie se fait sentir dans des pays où règnent des dictateurs depuis plusieurs décennies.

Révolution numérique

Le cas de la Tunisie fait école, puisque l'Égypte prend le relais. Après plusieurs cas d'immolations, la rue commence à gronder le 25 janvier. La tension monte au Caire, à Suez, à Alexandrie etc. Les soulèvements populaires sont réprimés par la police et l'armée. La révolution égyptienne finit par provoquer le départ d'Hosni Moubarak, le 11 février 2011. Hosni Moubarak et sa famille ont fui pour Charm el-Cheikh, en Égypte. De même que cette révolution crée les conditions d'une transition démocratique. Mohammed Hosni Moubarak démissionne, après près de trente et un ans de pouvoir. Contrairement à l'Égypte, la révolte se transforme en guerre civile en Libye, entre les forces fidèles à Mouammar Kadhafi et les insurgés. Ces derniers ont d'ailleurs mis en place un organe politique de la rébellion, dénommé Conseil national de transition (Cnt), dirigé par Moustapha Abdeljalil. Ces insurgés s'imposent d'ailleurs sur le terrain, dans un pays où le guide de la grande révolution libyenne a régné pendant près de quarante deux ans. Et où il a été tué le 20 octobre 2011 à Syrte, sa ville de naissance. Des secousses semblables à celles de la Libye ont atteint le Yémen, la Syrie etc.

Le temps a passé, surtout lorsqu'on écoute une réaction du ministre français de la Coopération, Henri De Raincourt, diffusée sur Rfi le 19 juillet 2011 : « ...La planète tourne à vive allure, les dirigeants devront s'accoutumer au fait qu'on ne fera pas carrière entière à la tête d'une mairie, d'un département, d'une région ou d'un Etat », a déclaré Henri De Raincourt. Et revenant aux périodes chaudes d'avant élection en Afrique, ce dernier n'a pas manqué d'indiquer : « Tout s'est modifié et aujourd'hui l'opinion publique est très informée et en temps réel, et elle ne veut en aucun moment se laisser voler, à aucun prix, son désir de participer à la vie démocratique. Je crois qu'il faut bien saisir cette évolution des mentalités et des populations. La démocratie est en route, rien ne saurait aujourd'hui l'arrêter. Ne serait-ce que par la révolution numérique qui a fait prendre connaissance à tous les peuples de leurs forces irrésistibles... » Ce qui en rajoute d'ailleurs à l'analyse qui fait savoir qu'il y a eu un dénominateur commun à toutes ces révolutions, à savoir le rôle joué par les nouvelles technologies : réseaux sociaux d'Internet (Facebook, Twitter...), téléphone mobile, télévision par satellite. On aurait pu parler, avec raison, des révolutions « Facebook » ou « Twitter ». ♦

DIAGNOSTIC

TOUT POUR MOI, RIEN POUR LES AUTRES !



Par Jean TAKOUGANG
Analyste politique

La voracité boulimique et insolente de nos dirigeants, l'arrogance et la condescendance avec lesquelles ils traitent et spolient leur peuple ont fait des Etats africains la risée du reste du monde et donné raison à ceux-là qui les affublent du sobriquet peu glorieux de républiques bananières, c'est-à-dire de pays apparemment démocratiques, mais régis par des intérêts privés de la prévarication. Ici, l'appareil étatique, corrompu à tous les échelons, permet à une caste détenant tous les pouvoirs de s'y maintenir indéfiniment par divers moyens: corruption, détournement ou captation des revenus économiques par appropriation ou surtaxation ; maintien des populations dans la terreur grâce à une police, une milice ou une armée au service exclusif du pouvoir ; élections truquées assurant aux caciques leur réélection quasi-automatique.

Sous des apparences de républiques constitutionnelles, les pays africains sont en réalité des dictatures brutales et totalitaires. Les récentes affaires de biens mal acquis de certains dictateurs et des mallettes de la FrancAfrique finançant les élections des présidents français sont venues remettre au goût du jour la démesure et l'obsession d'accumulation effrénée de ces satrapes qui ont privatisé l'Etat, qui se comportent en propriétaires des biens publics qu'ils utilisent selon leurs critères idéologiques et leurs valeurs et leur bon vouloir. On n'exagérerait pas en disant que « *Tout pour moi et rien pour les autres* » est leur devise, tant leurs richesses sont proportionnelles à la misère de leur peuple. Par « *moi* », nous entendons la famille au sens large, les courtisans, les affidés, les divers commensaux, les multiples connexions maffieuses qui gravitent autour d'eux, bref, « *l'entourage* », cette minorité régnante, prédatrice et prévaricatrice dont toutes les actions, les faits et gestes ne sont motivés que par un désir incompressible d'accumulation, de thésauroisation, de domination provocatrice et de puissance. L'ampleur, les mécanismes, les conséquences et l'explication de ces comportements qui puisent dans l'indécence nous interpellent.

L'ampleur du phénomène

L'ampleur des avoirs et biens des dictateurs défie l'imagination et le bon sens et constitue un véritable enjeu de développement. On en a vu construire des châteaux de mille et une nuits, ouvrir des centaines de comptes bancaires ici et dans les paradis fiscaux et judiciaires, acheter des immeubles de luxe dans les grandes villes du monde pour le simple plaisir de la possession, aligner de grosses cylindrées dans leurs garages, sans égards envers leurs peuples qui croupissent dans une misère abjecte et innommable. Ne parlons pas de leur train de vie démentiel avec gadgets aux prix astronomiques et de récurrentes vacances avec femmes, enfants et amis et maîtresses dans les hôtels les plus luxueux des métropoles occidentales, ce qui a suscité la réaction de certains intellectuels de par le monde.

Nous pouvons citer entre autres l'universitaire Raymond Baker (*Capitalism's Achilles Heel*, 2005 ou *Le Talon d'Achille du capitalisme*), l'écrivain Philippe Ma-

delin (*L'or des dictatures*, 1993) et Anne Muxart qui en 2002 a écrit une « *thèse sur la restitution internationale des biens publics détournés par d'anciens chefs d'Etat* ». Le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD-Terre Solidaire) qui a produit deux rapports à ce sujet intitulés respectivement « *Biens mal acquis profitent trop souvent et Biens mal acquis : A qui profite le crime ?* », explique le mécanisme de détournement de fonds publics par une trentaine de dirigeants des pays pauvres, notamment africains et indique qu'au cours des dernières décennies, les avoirs volés par ces dirigeants pourraient représenter entre 105 et 180 milliards de dollars, soit plusieurs fois ce que les pays reçoivent chaque année au titre de l'aide des pays riches. Pour leur part, la Banque mondiale et les Nations unies estiment qu'entre 20 et 40 milliards de dollars fuient chaque année les pays en développement du fait de la corruption. M. Michel Camdessus, l'ancien Directeur du FMI estimait plutôt ces pertes à 1.000 milliards et, selon l'Union Européenne, « *les actifs africains volés détenus dans des comptes à l'étranger équivalent à plus de la moitié de la dette externe du continent* ». Après avoir relevé que la fortune de 05 à 06 milliards de dollars amassée par Mobutu au Zaïre (RDC) équivalait au PIB du pays on peut comprendre pourquoi ébahi, *Le Monde* du 31.01.2008 présente la situation en ces termes :

« *C'est un monde enchanté où l'on vogue d'une villa de 09 pièces avec piscine à Nice à un hôtel de l'Ouest parisien. Un univers surréaliste peuplé de Bugatti payées cash plus de un million d'euros. Un microcosme constellé d'une myriade de comptes bancaires. Oligarques russes ? Rois du pétrole saoudiens ? Stars d'Hollywood ? Non : chefs d'Etat africains producteurs de pétrole pour la plupart, mais dont les populations comptent parmi les plus pauvres de la planète* »

Il mentionne un hôtel situé entre les Champs Elysées et la plaine Monceau à Paris, acquis le 15 juin 2007 à la somme astronomique de 18,875 millions d'Euros par deux enfants du président Bongo Omar Denis, 13 ans et Yacine Queenie, 16 ans. Y étaient aussi associés Mme Edith Bongo (fille de Sassou Nguesso) et un neveu de ce dernier, Edgar Nguesso (40 ans). 33 biens ont été répertoriés (appartements, hôtels particuliers et maisons) ap-

partenant au président Omar Bongo et sa famille et 18 autres dont le président congolais et ses proches sont propriétaires. Comment ne pas mentionner les 11 voitures de luxe du fils de Théodoro Obiang Nguema dont le confort n'a rien à envier à celui des avions et des suites présidentiels ?

En ce qui concerne le Cameroun, il nous vient à l'esprit ce séjour en 2009 de M. Biya et de sa suite inutilement pléthorique dans un Hôtel de la Baule qui en trois semaines a coûté au contribuable camerounais une bagatelle de 900 000 euros. D'ailleurs, il avait été révélé que ce dernier aurait financé l'OSTI (Ordre Souverain du Temple Initiatique), une organisation occulte liée à la secte de l'Ordre du Temple Solaire. En effet, en 1998, Raymond Bernard, le fondateur de l'Osti, décédé en 2006, avait affirmé que M. Biya était président d'honneur d'une branche de la secte et qu'à ce titre, il avait offert 5,6 millions de francs français le 2 mars 1990, et 11,2 millions de francs de 1992 à 1998, versements opérés par le biais de la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) du Cameroun qui décidément a bon dos. Le CCFD le cite aussi parmi les présidents contre qui pèsent de lourds soupçons de biens mal acquis.

Des procédures judiciaires ont abouti à la restitution de certains biens mal acquis : Il s'agit des Philippines (fonds de Marcos), du Mali (Moussa Traoré), du Nigeria (Abacha), d'Angola (Eduardo Dos Santos), du Pérou (Fuji Mori, Montesinos & Cie), de l'Ukraine (Pavlo Lazarenko), de la Zambie (Frédéric Chiluba), du Mexique (Carlos Salinas et son frère) et de Haïti (J.C. Duvalier). De nombreuses autres procédures sont en cours et concernent la RDC (Mobutu Sese Seko), le Pakistan (Benazir Bhutto), le Chili (Augusto Pinochet), le Liberia (Charles Taylor), le Zimbabwe (R. Mugabe), le Gabon (Omar Bongo), la Guinée Equatoriale (T. Obiang Nguéma) le Congo Brazzaville (D. Sassou Nguessou) etc. Il y a des pays contre lesquels pèsent de forts soupçons tels que la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Guatemala, le Nicaragua et le Turkménistan.

La restitution est une véritable course d'obstacles parce qu'elle se heurte le plus souvent à la non-coopération de certains pays (France, Royaume Uni), aux paradis fiscaux et judiciaires qui protègent la criminalité économique et aux pays et entreprises du nord complices du pillage des pays du sud. On ne peut pas ne pas se demander comment ces dictateurs procèdent pour pomper et s'approprier aussi insolamment les richesses de leurs pays.

Les mécanismes et les techniques d'enrichissement et d'accumulation de biens mal acquis.

Les techniques et les mécanismes d'enrichissement les plus utilisés sont le recours aux vols et transferts illicites d'argent public, aux dessous de table ("pots de vin", le bakchich,) à la fraude (falsification de données,

surfacturations), à l'extorsion (obtention d'argent par la coercition ou la force), à la concussion (recevoir ou exiger des sommes non dues, dans l'exercice d'une fonction publique, en les présentant comme légalement exigibles), au favoritisme (ou népotisme, clientélisme), au détournement (vol et distraction des ressources publiques et de l'aide publique au développement), à la distorsion de la concurrence dans les marchés publics (délits d'initiés, conflits d'intérêt) aux rétro-commissions ou au blanchiment d'argent, terme fréquemment utilisé à propos des revenus tirés de l'exploitation des matières premières, notamment le pétrole, le gaz naturel, les diamants, le bois, le cacao, le café... Il va sans dire que de telles pratiques se répercutent négativement sur l'économie et le développement des pays concernés.

Les conséquences multiformes

Nous ne nous attarderons pas beaucoup sur les méfaits de ces pratiques qui sont manifestement un obstacle majeur au développement d'autant plus qu'elles renchérissent de façon significative les coûts des prestations et des fournitures et imputent à l'économie nationale les surcoûts mafieux, la différence étant empochée par des fonctionnaires ou des hommes politiques véreux qui au-

ront abusé de leur pouvoir pour servir leurs intérêts privés. Aujourd'hui, il se dit

Des procédures judiciaires ont abouti à la restitution de certains biens mal acquis

qu'une bonne partie de la dette extérieure des pays du sud est constituée par la contre-valeur des sommes payées au titre de la corruption. Lors de la réalisation d'un projet important, la complicité entre l'administration et l'entreprise peut conduire à la livraison

d'une prestation de moindre qualité (voire potentiellement dangereuse : un pont ou un immeuble qui peut s'écrouler) par la réduction des normes de qualité convenues afin de se partager l'économie réalisée. Il peut même arriver que la conception et les choix des projets ne soient déterminés que par la corruption. On connaît des cas où les priorités réelles de développement d'un pays sont sacrifiées sur l'autel des ouvrages qui procurent les plus grandes marges bénéficiaires et de juteuses rétro-commissions aux décideurs. Ce passage de Rémi Godeau dans « *Jeune Afrique* » en dit long sur les conséquences de telles pratiques : « *Cimetières d'éléphants blancs, ces projets mort-nés, dévoreurs de devises, l'Afrique est truffée de larges autoroutes désertes et rongées par la savane, d'usines livrées clés en main laissées à vau-l'eau quelques années à peine après leur inauguration, de lignes de chemin de fer impraticables par manque d'entretien ou de barrages hydro-électriques abandonnés faute de rentabilité* »

Des spécialistes relèvent que lorsqu'un pays s'est endetté pour réaliser des projets qui ne répondent pas à ses priorités réelles, voire économiquement inutiles ou absurdes, il voit sa dette augmenter, non pas des 10 à 20% de la corruption, mais à la limite, des 100% des investis-

sements restés improductifs pour l'économie nationale. Mais comment peut-on expliquer que des gens apparemment normaux en viennent à saboter l'économie, le développement et l'avenir de leur pays au profit de leur enrichissement personnel et surtout avec la complicité d'autres pays qui ne ménagent aucun moyen pour le bien-être de leur propre peuple ? La réponse ne peut se trouver que dans la nature et la conception de l'Etat et du pouvoir dans nos contrées.

La faute à l'Etat patrimonial néocolonial

Dans les républiques bananières, l'Etat est essentiellement néocolonial et néo-patrimonial comme l'entend Jean François Médard. Les Etats qui se sont formés après le départ du colonisateur sont des Etats hybrides et ambigus qui n'ont pas pu s'affranchir de leurs traditions d'antan où les Etats étaient patrimoniaux ou ethniques et avaient à leur tête un roi ou un chef sacré jouissant d'un pouvoir spirituel et temporel. L'Etat lui appartenait tel un bien privé comme tant d'autres qu'il lèguera à sa mort à un de ses fils comme le prouvent les successions dynastiques au Togo, au Gabon, en RDC et d'autres vellétés qui se dessinent un peu partout en Afrique. Il avait le droit de vie et de mort sur ses sujets et pouvait offrir certains en sacrifices aux dieux ou les vendre comme esclaves si ses intérêts l'exigeaient. Dans un tel système, la corruption politique est ostentatoire, généralisée, et presque institutionnalisée, la seule finalité du gouvernement étant l'enrichissement boulimique de ses pontes, la perpétuation de leur pouvoir despotique ainsi que la paupérisation et la spoliation des masses en s'appuyant sur une police secrète brutale et omniprésente. C'est ce que résumait cette déclaration de feu Mobutu : « *Jamais, de mon vivant, on ne se réfèrera à moi en terme de « ex-président ».* »

Achille Mbembé décrit ainsi le modus operandi et le processus de privatisation de l'Etat néocolonial néo-patrimonial : « *Une fraction de l'élite au pouvoir confisque l'appareil d'Etat et s'allie à l'armée. Regroupé autour d'un noyau ethnique, bénéficiant de solides appuis extérieurs et disposant du contrôle absolu des organes de répression (brigade présidentielle, police secrète, unités d'élites de l'armée, para-commandos et organisations paramilitaires), elle s'appuie, en outre, sur d'importants réseaux extérieurs* » pour siphonner et s'approprier impunément les ressources et les richesses de l'Etat.

Il s'agit en fait « *d'Etats-chefferies* » gérés comme des entreprises privées selon un mode de domi-

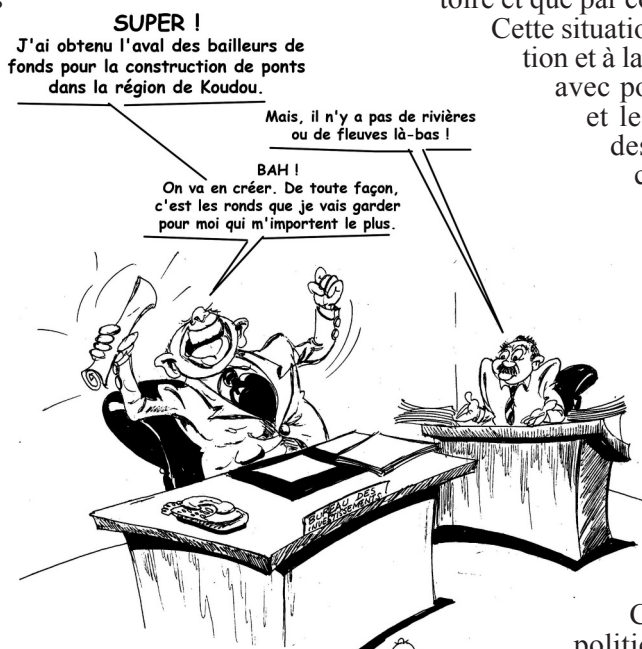
nation patriarcale, le chef organisant son pouvoir politique comme l'exercice de sa gestion domestique. La confusion du public et du privé dans la conduite des affaires de l'Etat fait pour ainsi dire de tels Etats des entreprises politiques à caractère néo-patrimonial. Au Cameroun par exemple, un article de la loi de Finances met le chef de l'Etat au-dessus de l'Assemblée nationale en disposant qu'il « *est habilité par voie d'ordonnance à apporter des modifications aux législations financière, fiscale et douanière, et le gouvernement peut utiliser le produit de ces mesures pour faire face à ses obligations* » ! En d'autres termes, le vote du budget n'est qu'indicatif, le chef de l'Etat, véritable propriétaire de l'Etat et de toutes ses richesses pouvant après tout modifier les dotations « *suggérées* » pour les redistribuer comme bon lui semble.

On comprend pourquoi la déclaration des biens telle que prévue dans la Constitution camerounaise pose problème et est si mal perçue par le président camerounais (et son entourage) car que veut-on qu'il déclare dès lors qu'il détient un titre foncier sur l'ensemble du territoire et que par conséquent tout lui appartient ?

Cette situation contribue à la personnalisation et à la patrimonialisation du pouvoir avec pour corollaires la divinisation et le culte du chef, l'aggravation des pratiques clientélistes et le chantage alimentaire contre les moins obséquieux puisque l'état-major administratif et les différents collaborateurs sont choisis parmi les valets les plus fidèles et les plus serviles.

Accéder au pouvoir revient donc à accéder aux ressources, aux privilèges, aux passe-droits, aux immunités, donc à l'impunité !

Comme le dit J.F. Médard, le politicien devient entrepreneur et l'Etat l'entreprise, l'accumulation économique conduisant à l'accumulation politique. Car par une redistribution fortement ciblée et calculée des richesses accumulées, les droits deviennent des faveurs et le chef, démagogue à souhait, joue le magnanime, le sauveur et se constitue ainsi une clientèle d'obligés pour s'éterniser au pouvoir avec la complicité des multinationales, des réseaux et appuis extérieurs. Seule une démocratisation véritable de nos Etats avec des élections véritablement transparentes débouchant sur des dirigeants légitimes soucieux de l'intérêt général et soumis à l'obligation de rendre compte au souverain peuple dispensateur du pouvoir politique peuvent briser la spirale de gouvernants souffrant de klepto-tropisme et d'accumulation malsaine et psychotique. Sinon, nos pays ne seront jamais un devenir commun à construire, mais de simples gisements à exploiter avec hâte et frénésie ! ♦



RENCONTRE AVEC...



Pascal Charlemagne Messanga Nyamding,
Membre Permanent du Comité Central du Rassemblement
Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC)
« CELUI QUI VOLE MÉRITE LA PRISON »



Joshua Nambangi Osih,
Deuxième vice-président du Social Democratic Front (SDF),
et Membre du National Executive Committee (NEC) :
« CELUI QUI PERMET LE VOL DOIT
AUSSI ÊTRE MIS EN PRISON »

Pascal Charlemagne Messanga Nyamding et Joshua Nambangi Osih sont tous les deux politiquement engagés. Le premier, enseignant de Droit et de Relations Internationales à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) est entré au Comité Central du RDPC depuis le dernier Congrès de ce parti ; le second, opérateur en écotourisme et consultant auprès de divers organismes internationaux tels que GIZ, Global Aviation Group, Swiss International Airlines entre autres, siège au NEC du SDF dont il est l'un des vice-présidents.

Tous les deux sont des quadragénaires fringants au verbe haut pour ne pas dire tranchant. Ils sont tous ambitieux et fourmillent d'idées sur le devenir de notre pays. Tous les deux ont eu une solide formation universitaire. Si le premier paraît plus grisé par l'accumulation de titres universitaires (il est titulaire de cinq DEA et de deux Doctorats), le second est plus posé et davantage plus discret sur son cursus studiorum, même s'il est spécialiste d'aéronautique et a été formé dans les meilleures universités anglo-saxonnes.

Ce sont ces deux personnages qui ne passent pas inaperçus sur la scène politico-médiatique nationale que nous avons rencontrés pour nos lecteurs : deux hommes que tout sur le fond sépare, même si, au sujet de la stratégie de dévolution du pouvoir du père au fils, ils vibrent aumême diapason. Pour se ménager un avenir politique ? Pourquoi pas !

Ecovox : Nous assistons actuellement à un renouveau politique dont le printemps arabe semble le signe le plus visible. Croyez-vous en ce printemps et pensez-vous qu'il pourra devenir un réel printemps africain et à quelles conditions ?

Joshua Nambangi Osih : Je ne crois pas au printemps arabe et je ne crois pas qu'il deviendra un printemps africain pour une raison toute simple : il n'y a pas de révolution spontanée. Les révolutions réussies sont coordonnées, planifiées et encadrées. Il faut beaucoup de travail souterrain, beaucoup de travail intelligent pour y arriver. Il faut aussi beaucoup de préalables. Ces préalables en général ne sont pas réunis dans un pays comme le Cameroun si on veut limiter le printemps arabe au Cameroun où on a compris que la meilleure façon de susciter une révolution c'est de bloquer la libre expression. Les africains en général ont compris ça beaucoup plus vite que les arabes : la libre expression est une soupape pour ventiler la frustration du peuple. Il faut donc laisser les gens s'exprimer, parler pour que la caravane passe. On s'en fout du reste. De toutes les façons, je ne pense pas qu'une révolution populaire est une solution politique au 21ème siècle. Je peux même dire que les solutions militaires ont eu beaucoup plus de chance de réussir que ces solutions révolutionnaires.

Pascal Charlemagne Messanga Nyamding : Je voudrais d'abord rappeler qu'il ne s'agit pas d'un renouveau politique. Il s'agit du changement de stratégies des grands oligarques étatiques que sont les occidentaux. En faisant une rétrospection de tout temps, l'occident a été conquérant. Il a inventé une idéologie pour atteindre cet objectif. Cette idéologie est le capitalisme. En rappel, le capitalisme a précédé la démocratie. Tous les Etats occidentaux jusqu'au 18ème siècle étaient des monarchies. C'est la révolution de 1789 qui met fin à l'absolutisme

royal. L'occident a déjà pratiqué l'esclavage pour s'enrichir. A l'esclavage, se substitue la colonisation avec ce qu'on appelle le traité de Berlin (novembre 1884-février 1885) où l'Afrique est partagée et après les guerres, les occidentaux mettent en place un type d'organisation spécialisée avec la création du GATT qui devient l'OMC, pour contrôler le commerce international, puis, ils mettent en place en 1944 les accords de Bretton Wood pour contrôler la finance internationale avec la création du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. Ces instruments de domination vont donc évoluer et s'arrimer à l'Occident qui perfectionne sa domination. On va alors reparler du printemps africain dans les années 90 et aujourd'hui du printemps arabe qui sont vides de sens sur le fond parce que les pays occidentaux ont eux-mêmes contribué à l'encadrement des dictatures dans le monde. Et vous verrez que lorsque leurs créatures ne sont plus en conformité avec leurs intérêts, ils vont changer de cap et contribuer à leur extermination politique. C'est le cas de l'Egypte, de la Tunisie et de la Libye du président Kadhafi. Je ne crois donc pas au printemps arabe. Je crois plutôt au renforcement stratégique de l'emprise de l'Occident sur ses anciennes colonies.

Ecovox : Quel rôle les forces intellectuelles peuvent-elles jouer dans l'orientation éthique à donner aux politiques africaines, lorsqu'on voit la manière dont elles se sont déchirées sur la situation ivoirienne et qu'elles ont tangué sans indiquer une direction claire sur la base d'une analyse intelligente des problèmes ? Nous précisons : croyez-vous à l'efficacité de l'engagement politique des intellectuels en Afrique ?

J.N.O : Cela fait 50 ans que l'Afrique patauge dans ses contradictions

RENCONTRE AVEC...

politiques alors qu'elle regorge d'intellectuels. Pendant ce temps, les intellectuels d'Asie du Sud-Est et d'Amérique Latine ont fait des merveilles pour leurs pays. Voyez aujourd'hui où se trouvent l'Argentine et le Brésil, l'Indonésie et la Malaisie en termes de développement. L'intelligentsia du côté de l'Afrique a été majoritairement formée sur le modèle colonial premièrement et deuxièmement sur le modèle occidental. Il y a très peu d'intellectuels africains qui se sont émancipés de ces modèles là pour des raisons diverses. Il est vrai qu'il existe une classe d'intellectuels qui essaie de s'affranchir de cette malédiction et qui est très active. Mais malheureusement, en se battant pour la vérité, ils oublient très souvent l'objectif poursuivi. Je prends comme exemple le débat sur le Côte d'Ivoire. Le problème fondamental que j'ai, c'est que trop vite, l'objectif a été perdu de vue au profit de l'idéologie et de la philosophie. C'est pour cela que par exemple mon parti préfère un dictateur africain à un démocrate imposé par l'Europe. Maintenant comment éviter ces contradictions ? Personne n'est encore entré dans ce débat-là. Tout le monde s'est rangé du côté de la vérité ou du mensonge et c'est dommage. La politique, ce n'est ni la vérité, ni le mensonge. La politique, c'est l'objectif que l'on s'est assigné.

Par ailleurs, les intellectuels s'arrogent une place prépondérante dans le débat politique en Afrique. Ce faisant, ils mettent les politiques de côté. Malheureusement, ces intellectuels ne sont pas pour une grande partie proches de la population. Quand on est professeur d'Université à Lille, il est clair qu'on ne fait pas ses courses au marché Nkoulouloun ; on est un peu déphasé et, très souvent, on finit dans des postes ministériels, et le fait qu'il n'y ait pas de relais entre eux et les gouvernés fait en sorte qu'ils ne se rendent pas compte eux aussi qu'il n'y a pas de relais entre les mal élus et les gouvernés. Et ils sous-estiment, et c'est d'ailleurs le drame du Cameroun, la frustration, la peur et la souffrance du peuple.

P.C.M.N : Les intellectuels africains sont insuffisamment formés. Ils sont surdiplômés, mais ils sont étrangers à l'histoire politique de l'Afrique. Combien d'intellectuels africains connaissent le professeur Cheick Anta Diop ? Combien sont-ils formés sur la base des principes élaborés par Théophile Obenga, Aimé Césaire, Frantz Fanon, Peter Abraham, Tchuidjang Pouéni, Kwamé Nkrumah etc... Nous avons sur l'échiquier académique de notre pays, des entrepreneurs de l'idéologie occidentale.

Les ratios fondamentalement africains ont foutu le camp. Les intellectuels asiatiques par contre maîtrisent le bouddhisme, le taoïsme, le shintoïsme. Ils savent de quoi ils parlent lorsqu'ils analysent les phénomènes politique, économique, socioculturel de l'humanité. C'est ce qui fait leur force. Or les intellectuels africains ne sont rien d'autre que des assimilateurs des concepts importés de la vie de l'Occident et de l'Orient. Ils ne pensent pas pour la plupart. Ils ne font que des interprétations. Ils assimilent les concepts des autres et perdent tout le prestige qu'on pourrait attendre d'eux. En Afrique nous avons deux types d'intellectuels : les intellectuels du cœur, les émotifs et les intellectuels de la raison, ceux qui savent prendre leur distance vis-à-vis des sectes et les pratiques exotériques venues d'ailleurs. Pour preuve, 80% de nos intellectuels sont francs maçons ou roscruziens, lorsqu'ils ne combinent pas tout simplement cela avec la pédérastie. Pour ma part, il manque à l'Afrique le militantisme intellectuel. Vous verrez que lorsque cette condition ne sera pas remplie, le consensus se dégagera en Afrique et nous cesserons d'être divisés sur des questions politique, économique, sociale et culturelle.

Ecovox : Vous êtes un analyste très attentif à la situation et aux évolutions politiques du Cameroun. Quel regard portez-vous sur les forces politiques en présence dans ce pays et comment voyez-vous maintenant l'avenir du Cameroun en matière de changements po-



litiques de fond ?

J.N.O : Moi je pense que le changement de fond sera générationnel. Je le dis depuis cinq ans et je crois que chaque jour me donne un peu plus raison. Il ne peut pas se faire autrement. Aujourd'hui, la classe politique au pouvoir a joué sa partition et doit céder la place à une autre génération, quitte à cette dernière d'impulser les changements structurels qui s'imposent dans notre pays. C'est le schéma qui, de toute évidence, s'impose au Cameroun.

P.C.M.N : L'histoire du Cameroun est malheureusement et fondamentalement liée à l'histoire des relations internationales. Pour preuve, nous sommes bilingues parce que nous avons comme langues officielles, le Français et l'Anglais, deux conséquences historiques héritées de la défaite de l'Allemagne après la guerre de 1914-1918, lorsque les vainqueurs ont décidé de se partager les possessions allemandes dont le Cameroun. Notre système politique va donc évoluer sous ces influences britannique et française et sa construction idéologique va émerger dans ce même registre où nous aurons deux types d'acteurs : les idéologues et les réalistes.

Quant aux forces politiques en présence dans notre pays, nous devons respecter l'opposition et la féliciter pour s'être présentée à l'élection présidentielle qu'elle a crédibilisée par sa présence. Les populations camerounaises doivent croire à un avenir meilleur avec les grands projets structurants qui permettront de diminuer le taux de chômage.

Ecovox : Une politique éthique est-elle une chimère ou peut-on croire qu'il est possible de mettre les valeurs de l'humain au cœur de l'engagement et de l'action politiques ?

J. N.O : Ecoutez, ma raison d'être en politique, c'est la lutte pour les valeurs. Mais il ne faut pas faire l'amalgame entre les valeurs humaines et l'objectif. Très souvent, pour atteindre l'objectif qui est, pour un social démocrate comme moi, le bien-être de l'humain, il faut faire une courbe autour de la vérité. En politique, on veut atteindre des objectifs et parfois pour atteindre ces objectifs, il faut mettre de côté la vérité. Votre question nous ramène beaucoup plus vers la pensée – je ne dirais pas la pensée unique – mais la pensée qui veut qu'il y ait le bien et le mal. En politique, il n'y a pas de bien, il n'y a pas de mal, il n'y a que des objectifs et tant que ces objectifs sont humains, ils sont louables. Vous savez quand vous faites une guerre, vous savez que vous allez tuer du monde mais l'objectif est peut-être au-dessus de ces soldats et ces innocents qui vont perdre la vie. Je ne suis pas en train de dire que la guerre est une bonne chose mais je dis par exemple que pour amener une assurance universelle au Cameroun, une assurance maladie universelle au Cameroun, il y a des gens qu'il faut « tuer » politiquement pour y arriver. Mais ce n'est pas parce qu'on était politiquement « méchant » avec ceux-là que l'objectif n'était pas humain. Il faut toujours faire une distinction entre la vérité et l'objectif.

P.C.M.N : L'éthique n'est pas une chimère parce que la politique a pour objectif d'améliorer les conditions de vie dans la cité. Nous devons vivre plutôt au quotidien les valeurs que sont la rigueur et la moralisation. Un homme politique doit être civilisé. Et c'est ce qui fait la force de Paul Biya depuis novembre 1982. Il est venu avec les idées de rigueur et de moralisation qu'il défend et illustre à merveille jusqu'à ce jour.

Ecovox : De nombreux dignitaires du parti au pouvoir crouissent actuellement dans nos prisons sous divers motifs dont principalement les détournements de fonds. Que pensez-vous de la gestion de ce dossier par le pouvoir ?

J. N.O : Je pense que le pouvoir en place, je dois le dire honnêtement, a du point de vue politique, utilisé un problème pour en faire, je ne dirais pas un avantage, mais une opportunité. La gestion judiciaire de l'opération Eperviers se fait-elle selon les normes ? Fondamentalement je pense qu'il n'y a que la politique derrière ce dossier-là. J'en veux pour preuve qu'aujourd'hui au Cameroun, je ne connais pas quelqu'un qui est en prison pour corruption. Le problème fondamental au Cameroun, c'est le crime et les détournements, pas la corruption. Les détournements ne concernent pas que ceux qui ont détourné, ça concerne aussi ceux qui ont contrôlé ces détournements. On ne peut pas mettre en prison un PCA parce que son DG a volé de l'argent et ne pas mettre aussi en prison celui qui a nommé le PCA. Dans la logique politique actuelle, le premier qui devait aller en prison et se constituer prisonnier, c'est Monsieur BIYA lui-même, parce que c'est lui qui a mis ces responsables en place, les a protégés et leur a permis de voler aussi longtemps. Maintenant, il est évident que ce n'est pas une procédure judiciaire qui a été enclenchée. C'est plutôt une procédure politique. Moi, je trouve personnellement et c'est mon opinion personnelle, que ce n'est pas en envoyant les gens en prison qu'on s'en sort parce que des fois le mécanicien qui vous met une fausse pièce dans votre voiture parce qu'il veut bouffer 2000 francs et tue toute votre famille par cet acte est beaucoup plus dangereux que le ministre qui détourne 60 milliards de l'argent du SIDA. Pour être cynique, je dis souvent que si lui n'avait pas détourné, c'est les gens en bas qui auraient détourné cet argent. C'est juste pour dire que le pays est pourri et quand on est dans une telle situation, on ne doit pas chercher les « boucs émissaires ». On doit faire un travail de fond avec nous-mêmes et c'est d'ailleurs ce que notre candidat a proposé : une transition de trois ans pour refonder ce que c'est qu'être Camerounais. A cet égard, une Commission Vérité, Justice et Réconciliation nous permettrait de repartir sur des bases nouvelles au cours d'une période transitoire de 3 ans. Cette Commission permettrait de statuer sur les biens mal acquis. Pour redevenir propriétaire de ces biens, il faudrait pouvoir prouver qu'on les a « bien acquis » et qu'en l'absence de preuve, on les remette à l'Etat. J'estime aujourd'hui qu'au moins 50% des maisons bien construites au Cameroun le sont grâce à la fraude à la douane, aux détournements des fonds, à la corruption, à la triche sur les impôts, etc. Mettre des gens en prison ne résout pas toujours les problèmes. On ne doit pas décapiter des fleurons de l'industrie : on ne met pas un FORRJINDAM en prison. Je me suis battu contre lui à Santa jusqu'aux coups de poings mais ce n'est pas pour autant que je méconnaissais le fait qu'il était un bon directeur d'entreprise et qu'il employait des milliers de Camerounais qui ont tous aujourd'hui perdu leur emploi. Quand on est dans un pays à économie aussi fragile que le Cameroun, on ne touche pas à des gens comme Yves Michel FOTSO. Ce qu'on doit faire, c'est les éloigner des sphères du pouvoir pour les conforter dans leurs rôles de capitaines d'industrie.

P.C.M.N : Je me réjouis de savoir qu'il y a beaucoup de gens en prison pour vol et détournements de fonds. Quelle que soit la couleur politique des uns et des autres, personne ne doit tolérer cela. D'ailleurs ce ne sont pas des dignitaires, ce sont des indignes car dans nos traditions africaines, les dignitaires ne mentent pas et ne volent pas. Celui qui vole doit être traité à sa juste valeur et mérite la prison. Je crois même que

le Président de la République, s'il faut lui reprocher quelque chose depuis son arrivée au pouvoir, c'est qu'il ne nous punit pas assez.

Ecovox : L'élection présidentielle au Cameroun se fait à un tour. Que pensez-vous de cette exception camerounaise à l'heure où les élections à deux tours sont majoritairement la règle en Afrique ?

J.N.O : Ce n'est pas la règle en Afrique. C'est la règle démocratique. Le processus électoral au Cameroun est très loin de s'inscrire dans un processus démocratique. C'est pour cela que mon parti et moi-même disons haut et fort qu'en 1990 on a réussi à imposer le multipartisme mais on travaille encore à apporter la démocratie au Cameroun.



P.C.M.N : La tradition des élections à deux tours est francophone. Aux Etats-Unis et en Angleterre, les élections se font en un tour. Au Cameroun, je penche plutôt pour un choix d'une élection à un tour car cela limite le tribalisme du premier tour qui regroupe les ethnies où chacun vote pour son village préparant le deuxième tour pour le partage du gâteau national. Un tel système ne préserve ni la paix, ni la stabilité mais un gouvernement de partage de postes. Or avec un premier tour décisif, c'est l'idéologie qui triomphe à la place d'un deuxième tour de calcul de postes. C'est le cas de la Côte d'Ivoire qui aurait pu rester stable si l'élection avait été à un tour. L'alliance ethnique entre les présidents Ouattara et Bédié relève beaucoup plus du calcul politique que du calcul idéologique.

Ecovox : Dans certains pays africains, des enfants succèdent à leurs pères à la magistrature suprême. Que pensez-vous de cette stratégie de dévolution du pouvoir ?

J.N.O : Cela démontre à merveille le déficit de démocratie qui existe encore en Afrique. Cela étant dit, c'est le droit de tout fils ou toute fille d'accéder à la magistrature suprême tant que les conditions sont réunies. Ce n'est pas de leur faute s'ils sont enfants de présidents. Dans une démocratie épanouie, ces cas-là n'arrivent pas parce qu'il n'est pas dans l'intérêt d'un parti qui se respecte de présenter le fils de l'ancien président à l'élection à la magistrature suprême. Donc, d'un côté, c'est leur droit le plus absolu de se présenter mais de l'autre, cela ne peut que donner lieu à des dérives.

P.C.M.N : C'est une mauvaise stratégie de dévolution de pouvoir. Elle ne garantit ni la paix, ni la consolidation de l'Etat. Au contraire, un tel système prépare l'implosion comme on l'a vu en Tunisie, en Egypte et au Sénégal avec Karim Wade soupçonné de vouloir succéder à son père. Le président Kadhafi qui vient d'être tragiquement assassiné s'appropriait à céder lui aussi le fauteuil à son fils. Si la RD Congo est actuellement en ébullition, c'est parce que la succession du fils hante

RENCONTRE AVEC...

encore de nombreux esprits. Dans ce contexte, le Gabon demeure une exception dans l'histoire moderne de l'Afrique.

Ecovox : Quel est, selon vous, le meilleur modèle de système politique pour l'Afrique actuelle ?

J.N.O : Le meilleur système politique, c'est la démocratie sans aucun doute, mais cette démocratie doit être pleine. Elle ne doit pas être ponctionnée d'exceptions. Elle doit être totale. Elle doit nous permettre d'arriver à un Etat où nous sommes conscients que nous sommes d'abord africains, ensuite camerounais avant d'être Bassa, Bulu, Bamileké ou autres. La démocratie, c'est le diktat du plus grand nombre. Les problèmes de tribu, d'allogènes ou d'autochtones peuvent trouver leurs solutions dans la forme de l'Etat. Il en va aussi du problème des détournements qui peut être résolu par le fédéralisme parce que si chaque entité gère elle-même son budget, il ne lui viendra pas à l'esprit de le détourner. On ne peut pas vendre le lit sur lequel on se couche.

On nous dit souvent qu'un Etat fédéral est un Etat faible. Erreur. Les Etats les plus forts au monde sont des Etats fédéraux : la Russie, les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, l'Allemagne et plus près de nous le Nigéria, l'Afrique du Sud, l'Egypte, etc. Un gouvernement central, c'est la porte ouverte à la corruption parce que le gars de Mouloundou qui s'occupe du développement de Kousséri ne connaît pas les spécificités de cette localité. Qu'il n'y ait pas de route là-bas ou pas, il s'en fout, ça ne lui donne pas la migraine. Au pire même, il détourne l'argent de Kousséri pour aller organiser des réunions de Mouloundou. Voilà où nous en sommes et je pense que le fédéralisme peut régler une grosse partie de ce problème-là et surtout créer la gouvernance locale dont nous déplorons l'absence depuis l'indépendance.

P.C.M.N : L'Afrique noire post coloniale a hérité des institutions léguées par la colonisation. Elle devrait inventer son modèle calqué sur le communautarisme, social et solidaire. En Occident, ce modèle se rapproche plutôt de la social démocratie.

Ecovox : Pensez-vous que le poids politique de l'Afrique sur l'échiquier mondial pourrait être meilleur dans l'avenir qu'il ne l'est aujourd'hui ? A quelles conditions ?

J.N.O : Mais écoutez le poids politique de l'Afrique sur l'échiquier mondial est aujourd'hui beaucoup plus important qu'il y a dix ans en grande partie grâce aux efforts de l'Afrique du Sud et du Nigéria qui tirent le reste de l'Afrique vers le haut. Mais tant que l'Union Africaine restera le plus grand club des dictateurs au monde, les choses bougeront difficilement et les Africains ne seront pas respectés. Tant que les élections comme celles du 9 octobre dernier auront cours au Cameroun, les camerounais ne seront pas respectés dans le monde et tant que les Camerounais ne seront pas respectés dans le monde, notre poids politique sera toujours minuscule comme il l'est aujourd'hui. Donc vous ne pouvez pas prétendre débattre des problèmes du monde quand vous ne pouvez pas vous-même être représentatif de votre propre peuple. C'est aussi simple que ça. Si on réussit à résoudre le problème de la démocratie et de la représentativité en Afrique, on résout en même temps le problème de l'Unité Africaine, parce qu'on a des leaders qui ont un déficit de légitimité, ce qui fait qu'ils ne peuvent pas valablement représenter leur peuple. Ils s'isolent et ils isolent leur pays avec. C'est pour cela qu'aujourd'hui la Guinée Equatoriale a peur du Cameroun, le Gabon a peur du Cameroun et vice-versa d'ailleurs. C'est pour cela qu'on a de jolis textes qui disent que je peux aller là-bas avec ma carte d'identité mais en réalité, il me faut un visa qui coûte parfois plus cher que celui des Etats-Unis. Si on résout le problème de la démocratie en Afrique, on résout beaucoup d'autres problèmes, y compris celui de la croissance économique. Cette dernière n'arrivera jamais autrement.

P.C.M.N : L'Afrique peut peser sur l'échiquier international si elle est unie. C'est le seul continent où la croissance est encore possible. L'Europe est en déclin au regard de ce qui se passe en Grèce, en Italie, au Portugal et en Espagne. Nous réalisons que l'Afrique a toutes ses chances, à la seule condition qu'elle ait des dirigeants doués, pétris de talent et d'une formation solide. L'Afrique a aujourd'hui besoin dans ce sens des hommes et des femmes qui aiment leur pays, mais qui connaissent bien l'Occident.

Ecovox : Quels sont vos rêves pour un Cameroun de la bonne gouvernance ?

J.N.O : Ecoutez, mes rêves, il faut trois jours pour en parler, parce qu'il faut pouvoir rêver pour être un homme d'action, parce que sans rêve, sans espoir, on ne peut pas avancer. En gros, je dirais que ce qu'il nous faut, c'est un minimum de bonne volonté politique. Les ¾ des rêves de tous les Camerounais peuvent être accomplis si ceux qui nous gouvernent aujourd'hui ont un minimum de bonne volonté politique parce que ce qui nous bloque c'est cette absence de bonne volonté politique. Mon rêve, c'est qu'on puisse vivre ensemble comme Camerounais, pas comme bassa, bété, bamileké, anglophone, etc ; qu'on puisse redéfinir ce que c'est que d'être Camerounais. Cela fait plus de 50 ans qu'on existe en tant que Camerounais mais on ne s'est jamais posé la question de savoir ce que c'est que d'être Camerounais. C'est une question fondamentale et le fait qu'on n'a jamais répondu à cette question constitue la raison pour laquelle 200 000 Camerounais quittent le pays chaque année et ne reviennent pas. Il faut qu'on redéfinisse le vivre-ensemble, qu'on redéfinisse où on veut aller ensemble. Tant qu'on n'aura pas répondu à toutes ces questions, on n'aura jamais une constitution consensuelle, on n'aura jamais un savoir-vivre consensuel, un savoir-vivre fondée sur la tolérance. Il y a beaucoup de Camerounais aujourd'hui qui malheureusement dans leurs têtes ne sont pas Camerounais. Ils sont peut-être bassa, ils sont peut-être anglophones, mais ne sont pas Camerounais. On est dans un pays où la réalisation d'un important projet rend jalouses les localités qui ne bénéficient pas de la même sollicitude. Ce n'est pas normal. On devrait pouvoir être à Mamfé et se réjouir qu'on goudronne une route à Mouloundou. Et tant qu'on n'arrive pas à cela, on ne pourra pas évoluer ensemble. Et c'est quelque chose qui ne s'impose pas. Il faut que tout le pays se mobilise autour d'un projet, qu'il se façonne une histoire à la manière de l'Afrique du Sud qui a créé MANDELA. MANDELA est ce qu'il est aujourd'hui parce que les Sud-Africains l'ont voulu. Ils avaient besoin d'un héros, ils l'ont créé et ils le célèbrent tous les jours. Ils ont même réussi à faire arrêter la finale de la Coupe du Monde de 2010 pendant 3 minutes pour le faire passer au stade parce que pour eux, il est plus important que cette finale. C'est ce qu'il nous faut. Il nous faut des héros. Tant qu'un enfant de Bafoussam, du Ndian, de l'Est, du Nord, ne reconnaîtra pas Um NYOBE comme étant son grand-père et comme un repère politique et éthique important, notre vivre-ensemble restera fragile.

P.C.M.N : Je rêve de voir un Cameroun moralement assaini, et politiquement solidaire et constitué. Un Cameroun où nos villages et nos villes ne seront plus des lieux de misère, d'agression et de mendicité mais au contraire des pôles apaisés où chaque citoyen peut envoyer ses enfants à l'école, se faire soigner, avoir un logement décent où l'eau potable et l'énergie électrique ne seront plus un luxe. Je vois un Cameroun où l'alcoolisme, la prostitution et la cyber criminalité sont désormais derrière nous. Si cela a été possible en Asie, cela n'est pas impossible chez nous. ♦

**Propos recueillis
par Eugène Fonssi et Roger Kouam
à Douala et à Yaoundé, le 12 et le 14 octobre 2011**



ETHIQUE POLITIQUE ET ETHIQUE DE LA RELIANCE

Par Gilbert MBOUBOU, Chercheur

Ce que nous faisons dépend de ce que nous croyons. Ce que nous croyons dépend de nos modes de pensée. Ces modes de pensée généralement unidimensionnels sont trop simplistes, trop simplificateurs. Il en résulte assez souvent des comportements et des idées politiques inhumaines défendues ou perpétrées par des personnes intelligentes et hautement qualifiées dans leurs domaines, y compris la science politique. Une éthique politique exige donc une ré- forme de nos modes de pensée. Il s'agit d'un passage de la pensée réductrice initiée par Descartes à la pensée complexe si brillamment illustrée et défendue aujourd'hui par Edgar Morin.

La pensée réductrice par l'exemple

Aux 150 candidats reçus (tous BAC+5 issus d'écoles de commerce et d'universités prestigieuses) une des questions clef posées à l'entretien était : « Vous êtes en train de conduire votre voiture pendant une nuit de violent orage. Vous passez à côté d'une station de bus dans laquelle des gens attendent : une vieille dame qui semble être sur le point de mourir. Un docteur qui vous a déjà sauvé la vie une fois. Un/Une homme/femme de vos rêves. Vous ne pouvez prendre qu'une personne dans votre Z3M. Quel choix feriez-vous et expliquez votre réponse ? Devant ces 3 choix assez cornéliens, 80% des candidats ont répondu « prendre la personne de mes rêves », 15% « la vieille dame » et 5% « le médecin » source. <http://www.apprendreaapprendre.com> Et vous lecteur, quel est votre choix ?

Pratiquement toutes options et peut-être la vôtre, aimable lecteur illustrent la pensée réductrice. Comme son nom l'indique, elle consiste à réduire un phénomène complexe à une seule de ses dimensions. Pour le problème posé ci-dessus, elle consiste à opter pour une possibilité au détriment des autres sans même chercher à savoir si toutes les trois sont compatibles ou non. La meilleure réponse est : « Je remets la voiture au médecin pour conduire la vieille dame à l'hôpital et je reste avec la personne de mes rêves ». Cette solution concilie les différentes alternatives qui semblaient s'exclure radicalement. Nous ne la trouvons pas spontanément parce que nos croyances sont déterminées pour l'essentiel par des modes de pensée réducteurs dont nous ne sommes pas conscients.

Voici quelques aspects de cette pensée réductrice

D'une réalité qui compose plusieurs aspects, la pensée réductrice retiendra une seule dimension. Par exemple, un adversaire politique sera réduit à un seul de ses caractères qui sera automatiquement un défaut. Ce défaut sera souvent généralisé à tout un groupe ethnique. Le Juif sera la cause de tous les maux pour l'Europe d'avant la 2ème guerre mondiale. Le Noir sera aux yeux du raciste un voleur. L'Amérique ou la France ne seront aux yeux des meilleurs intellectuels africains que des impérialistes. Le respect relativement meilleur de ces pays pour les droits de l'homme et la démocratie sera niés.

De deux réalités qui s'opposent, on rejettera l'une au détriment de l'autre. On n'est pas capable de voir que deux réalités puissent à la fois s'opposer et être unies. On ne comprend pas que deux êtres puissent à la fois se combattre et

collaborer. Les matchs de football sont une illustration éclatante de cette complémentarité des choses qui en même temps s'opposent. Deux équipes qui jouent collaborent pour donner un spectacle. Elles ne peuvent collaborer qu'en se battant et elles ne se battent que parce qu'elles collaborent. Plus profondément encore la matière ne peut exister que par l'union des attractions et des répulsions au cœur de l'atome. Ces unions des contraires n'existent pas pour nos intellectuels. A leurs yeux un acte politique ne peut être qu'un acte égoïste et une nation ne peut poursuivre que ses intérêts. Edgar Morin, au contraire, montre que qu'égoïsme et altruisme, sans cesser de s'opposer ont un besoin vital l'un de l'autre dans le monde où chaque individu n'est pas seulement égoïste, mais en même temps génocentrique (il aime sa famille), socio centrique (il aime sa société), anthropocentrique, (il aime l'homme en général) et même biocentrique (il aime les êtres vivants.) Pour Morin, l'homme « oscille entre deux principes vitaux, l'égoïsme, nécessaire à sa survie, et le développement de l'altruisme, qui le lie à la communauté et à l'espèce (car, pour l'individu, "autrui est une nécessité vitale interne." »

On pense aux individus et on oublie le contexte dans lequel ils s'agissent. Ainsi, les coups d'Etat tuent les dictateurs et perpétuent les conditions de la dictature. C'est que le comportement d'un homme dépend pour une part essentielle du contexte culturel, historique, économique, ethnique... Un progressiste aussi lucide que Jean Jaurès ne pouvait manquer de percevoir cette dépendance des issues des luttes par rapport à l'environnement qui favorise au défavorise tel ou tel projet. « Les forces bonnes, dit-il, les forces de sagesse, de lumière, de justice, ne peuvent se passer du secours du temps : la nuit de la servitude et de l'ignorance n'est pas dissipée par une illumination soudaine et totale, mais atténuée seulement par une lente série d'aurores incertaines. Oui, les hommes qui ont confiance en l'homme savent cela. Ils sont résignés d'avance à ne voir qu'une réalisation incomplète de leur vaste idéal, qui lui-même sera dépassé ; ou plutôt ils se félicitent que toutes les possibilités humaines ne se manifestent point dans les limites étroites de leur vie. »

Le plus grave dans cette fermeture à l'environnement, c'est l'oubli de ce qu'Edgar Morin appelle : l'écologie des actes. La fermeture à l'écologie des actes se manifeste par la négligence des conséquences des décisions politiques, par la prise en compte des seules intentions et prévisions de l'acteur. Or nos actes nous échappent même dans leurs conséquences proches. Ils aboutissent à la fois à des opportunités et à des risques et périls imprévisibles. Par nos actes poli-

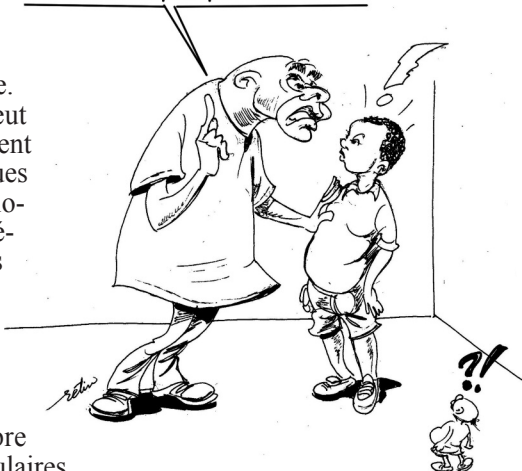
tiques ou autres, nous pouvons, sans même réaliser nos buts conscients et délibérés, atteindre des résultats qui n'étaient ni prévus ni voulus. C'est que nos actes entraînent réactions et rétroactions que nous ne pouvons pas contrôler et dont nous n'avons même pas toujours conscience. En refusant de donner un peu, on peut tout perdre. Kennedy disait très justement que le refus des changements pacifiques peut rendre inévitable la révolution violente. Certains chefs arabes ont su résister au printemps arabe parce qu'ils avaient consenti avant ou au cours des événements ainsi nommés des réformes suffisantes. D'autres se sont laissés emporter parce qu'ils ne voulaient rien concéder. Prenons encore le cas des attentats du 11 septembre 2001 aux USA. Par ces actes spectaculaires, Oussama Ben Laden voulait effrayer les Américains et modifier leurs comportements à l'égard du monde musulman. Il en est résulté l'invasion de l'Afghanistan, son occupation par des forces étrangères depuis plus d'une décennie, un prétexte à l'invasion de l'Irak, bien des inventions des engins guerriers par les Américains, un contrôle tatillon dans les avions, une fermeture plus étanche des frontières de pays riches, le renforcement de l'islamophobie et enfin la traque puis la mort de Ben Laden lui-même.

L'origine de la pensée réductrice est attribuée à Descartes, l'inventeur de la pensée analytique. Celle-ci consiste à « décomposer » chaque réalité « en autant de parcelles qu'il se pourra. » Une telle décomposition, si elle permet bien des découvertes dont nous jouissons aujourd'hui, cachent bien des aspects de la réalité analysée. Chaque réalité comporte en effet des propriétés et des qualités qui ne préexistaient pas dans ses constituants. La cellule vivante par exemple qui est composée d'atomes et de molécules ne possède de qualité vivante ni au niveau moléculaire ni au niveau atomique. La pensée réductrice nous aveugle donc en même temps qu'elle nous éclaire. En outre, la pensée cartésienne procède par « chaînes de raison ». Cette démarche purement rationnelle et déductive ne convient pas à l'être vivant, pas à la société, et même pas aux régions complexes de la matière comme celles qu'étudie la microphysique ou l'astrophysique. C'est pourquoi les modes de pensée devraient se « provincialiser » comme on le dit aujourd'hui, chacun d'eux se réservant les seuls domaines qui lui sont appropriés.

Quelques conséquences de la simplification

A notre époque, on a vu des hommes démocratiquement élus au prix de luttes meurtrières se transformer en dictateurs qu'il faut chasser au prix de luttes sanglantes. On a vu des dictateurs renverser des chefs d'Etat démocratiquement élus et s'autoproclamer libérateurs. On a vu des dictateurs supprimer toutes les institutions de leur pays pour modifier la constitution afin de s'éterniser au pouvoir. A notre époque de démocratie, on voit de plus en plus de chefs d'Etat préparer leurs fils pour la succession afin qu'ils goûtent au pouvoir à vie comme l'ont fait avant eux leurs pères. A notre époque

Fiston, écoute bien ceci :
si dans une situation désespérée tu es
face à un étranger et un serpent, tue
d'abord l'étranger avant de t'occuper
du serpent par la suite.

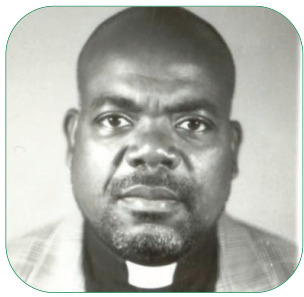


de mondialisation, on a vu un homme nier à des populations toutes entières, l'appartenance à leur propre pays et soutenir des guerres meurtrières pour perpétuer cette exclusion. A notre époque des droits de l'homme on a vu une armée régulière violer des femmes après avoir tiré sur la foule de son propre pays. On a vu un chef d'Etat d'un pays sans parti d'opposition, sans journaux indépendants, traiter son peuple de rats et le bombarder par des avions parce qu'il réclamait un peu de démocratie. Et cet homme est vu comme un héros par les intellectuels. On a vu des génocides qui ne donnent pas de leçons aux survivants ni au continent africain.

Une éthique de la pensée pour une éthique politique

Comme on le voit, un aspect frappant de ce satanisme politique, c'est l'attitude des intellectuels devant ces actes. Il n'en est pas un seul, si abominable soit-il, qui ne désigne son acteur comme un héros de la libération africaine et une victime de l'impérialisme. Il n'en est pas un seul, si barbare soit-il, qui soit condamnés de façon unanime ou qui ne trouve des soutiens parmi l'intelligentsia africaine. Ainsi, au nom d'une illusoire lutte anti-impérialiste, qui serait la tâche prioritaire et préalable à toutes autres, il se trouve des intellectuels qui renient la démocratie, qui renient les droits de l'homme, qui approuvent les massacres les plus abominables et les pires mesures antiéconomiques. C'est pourquoi nous devons conclure avec Edgar Morin que le problème éthique n'est pas seulement de choisir le bien contre le mal, mais aussi de savoir comment conduire notre pensée pour distinguer le bien du mal. Cet art de penser pour choisir le meilleur contre le pire au profit de la communauté, c'est l'objet de l'éthique politique.

Une telle éthique est celle qui relie, pas celle qui décompose. Il faut voir la démocratie comme une collaboration par l'opposition où chaque parti se perfectionne contre l'autre et grâce à l'autre. Il faut voir l'éducation comme un moyen de développement de la démocratie et inversement. Regardons l'économie comme le produit et le moteur de l'éducation et donc de la démocratie. Relions et concilions les ethnies au lieu de les opposer. Nous devons relier le passé au présent et à l'avenir, sachant que ce que nous fûmes hier détermine l'aujourd'hui et que ce que nous serons demain détermine le présent tout en se laissant modeler par l'idée présente de ce que nous serons demain. Il nous faut enchaîner et inter-relier tous les développements. Il faut relier le contexte intérieur au contexte extérieur, sachant qu'aucun pays ne peut plus vivre isolément et que la situation interne détermine pour une part essentielle les interventions externes. Il faut relier la paix et la justice en réalisant la justice pour la paix et la paix pour la justice et non pas en instaurant une paix illusoire par la menace des armes. Nous devons relier le bon et l'efficace. « La pensée complexe est la pensée qui relie. L'éthique complexe est l'éthique de la reliance » (Edgar Morin). ♦



POUR UNE PRATIQUE ETHIQUE DE LA POLITIQUE

Rév. Dr. ONDJ'I TOUNG Richard
Enseignant d'Ethique

Est-il possible de faire la politique en la fondant sur le bien, le juste et le bon ? Si oui, à quelles conditions ?

La question de savoir s'il est possible de faire la politique en la fondant sur le bien, le juste et le bon, si oui à quelles conditions, revient évaluer notre compréhension éthique de la politique, ensuite de voir comment mettre l'éthique en œuvre dans la politique, enfin comment gérer l'éthique dans la politique ou la pratique de l'éthique dans la politique.

Comprendre la politique du point de vue de l'éthique ou l'intérêt éthique de la politique

De manière générale, l'éthique considère la politique comme un agir humain. A ce titre, elle pose un certain nombre de questions à la politique. D'abord l'éthique s'intéresse aux motivations de cet agir humain et se pose la question de savoir si ces motivations sont bonnes et justifiées (éthique des motivations). Ensuite elle pose des questions sur les moyens de cet agir : les moyens de la politiques sont-ils bons ou mauvais et efficaces ? (éthique des moyens ou des buts). De plus l'éthique pose la question du comportement et des attitudes des acteurs politiques : leurs attitudes et comportements sont-ils dignes ou indignes ? Enfin, l'éthique s'interroge sur les effets de toute action humaine : ces effets sont-ils bénéfiques ou maléfiques pour les différentes parties prenantes ? (éthique de responsabilité). Dans le Petit dictionnaire d'éthique, l'article sur la politique fait un renvoi direct à l'Etat et à la justice.

L'analyse éthique de l'Etat considère celui-ci comme une entité politique et comme une institution organisatrice d'une société soumise à des conditions éthico-anthropologiques, juridiques, socioculturelles et ethnogéographiques. Sur le plan de la théorie éthique, l'on peut distinguer cinq ensembles théoriques de l'Etat : les théories de l'Etat idéal, les théories instrumentalistes, les théories idéalistes de l'Etat, la théorie de l'Etat de droit, et l'Etat social.

Nous nous intéressons seulement aux théories de l'Etat idéal pour la simple raison qu'elles donnent la priorité aux conditions éthico-anthropologiques et que l'idéal est considéré comme norme, comme principe ou comme valeur vers laquelle doit tendre une action humaine juste. Ces théories instituent idéalement l'Etat comme un ensemble analogue à l'homme, dans lequel le bonheur de tous, placé sous l'autorité du Bien, de la Justice, et de la Vérité, doit être atteint par l'éducation (PLATON) ; comme une pluralité ou une communauté informée et unifiée par la meilleure constitution en vue du bonheur de chacun, où les rapports quantitatifs (pauvreté/richeesse, manque/abondance) et les critères qualitatifs (sélection des élites) sont en

équilibre (ARISTOTE). Ici la justice et la vertu sont des principes de l'Etat. Selon une compréhension objective (institutionnelle, politico-sociale), la justice est le principe normatif fondamental des aspects de coopération et de conflit dans la coexistence humaine : l'idéal et le critère supérieur de l'action individuelle, des institutions, voire de l'ordre fondamental d'une communauté politique.

Ainsi, la politique entendue comme la conduite des affaires communautaires et l'éthique étant la théorie de la conduite de la vie humaine, ont toutes deux le souci de la conduite et donc de la direction et de la gestion. L'éthique rappelle à la politique les règles du jeu de la vie communautaire qui sont : le souci du bien commun, la justice, la vérité, la transparence, la solidarité, la liberté et l'égalité. Comment implémenter ces valeurs dans la politique et comment gérer au quotidien et de manière durable ?

Application de l'éthique à la politique

Il s'agit ici du domaine d'application de l'éthique dans la politique. Nous pouvons mentionner les thématiques éthiques politiques suivantes :

1. Justice économique et sociale,
2. Démocratie et droits de l'homme ; à notre sens, la démocratie est un mode de gestion sociale éthiquement raisonnable et moralement acceptable du fait des valeurs qui la fondent, à savoir la liberté, la justice (partage, distinction et équilibre des pouvoirs) et la participation. A ce titre et contrairement au sens commun suivant lequel la démocratie a été importée de l'Occident par l'Afrique, nous pensons que la démocratie est un modèle politique universel car elle est fondée sur des valeurs partagées par tous les peuples, du moins en théorie. En fait, existe-t-il de peuple qui ne fasse pas l'éloge de la justice et de la liberté ? La démocratie est seulement mise à l'épreuve du temps et de l'espace, c'est pourquoi elle sera différemment appliquée dans le temps et en fonction des espaces socioculturels. De plus, si la démocratie se conçoit facilement dans de petits espaces géographiques, elle a de la peine à se mettre en œuvre dans de grands espaces, c'est le cas par exemple de la démocratie à l'échelon mondial. Les vieilles démocraties occidentales réussissent dans une certaine mesure à conduire démocratiquement leurs sociétés, mais en même temps elles dictent leur loi hors de leurs frontières. C'est le modèle de la démocratie à l'intérieur et dictature à l'extérieur. L'Afrique a ainsi la responsabilité de concevoir et de vivre la démocratie sur la base de ses considérations culturelles et politiques.
3. Le leadership responsable ;
4. La transparence dans la gestion publique ;

5. La lutte contre la corruption et le détournement des deniers publics ;
6. L'exploitation efficace et efficiente des ressources humaines et naturelles ;
7. La gestion pacifique des conflits sociaux ou politiques internes et externes ;
8. La recherche du consensus politique national ;
9. Paix et sécurité nationales et internationales ;
10. La liberté individuelle et collective et l'indépendance des pays du Sud ;
11. La justice dans le commerce international ;
12. La place de l'Afrique au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies ;
13. La solidarité internationale aux réfugiés ;
14. La question du développement endogène de l'Afrique ;
15. La gestion responsable et équitable des crises économiques et financières mondiales ;
16. La pertinence de l'existence du compte d'opérations en France des pays de la CEMAC à l'ère de l'Euro ;
17. La question de la monnaie unique africaine comme moyen de libération de l'Afrique ;
18. Lutte contre la pauvreté et le chômage ; etc...

Comment pratiquer la politique sous des contraintes ou des conseils éthiques ?

Nous nous limiterons à quelques propositions relatives au leadership politique responsable qui ne concerne pas seulement les vertus individuelles, mais qui renvoie également à la communauté et à la responsabilité de ceux et celles qui élisent les leaders.

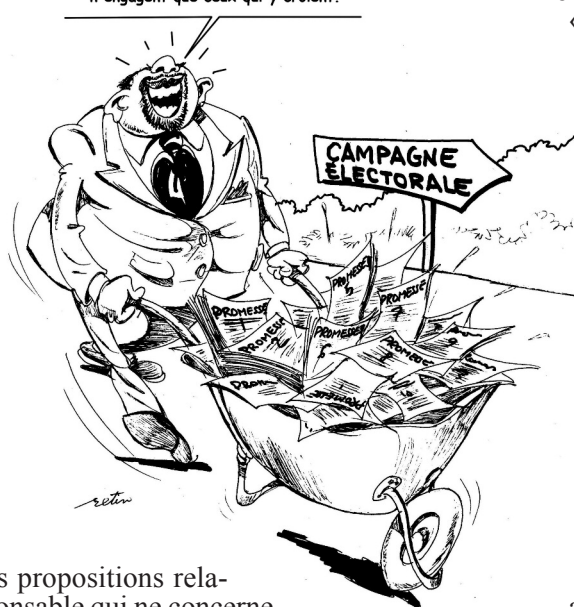
Le leadership politique responsable signifie :

1 - Au niveau de la communauté

- renforcer les capacités des membres de la communauté de sorte qu'ils deviennent des sujets et des citoyens actifs dans des associations organiques de la communauté. Il s'agit ici de la promotion de l'éthique personnelle ;
- promouvoir et faciliter l'émergence des groupes au sein de la communauté et à partir de la base. C'est l'éthique de groupe ;
- agir en solidarité avec d'autres groupes qui s'affirment et s'efforcent à participer à la vie politique de la communauté ;

- promouvoir la transparence comme un processus institutionnel régulier qui permette le contrôle et l'équilibre du pouvoir ;
- promouvoir la liberté individuelle et collective ;
- promouvoir la mise en œuvre des politiques participatives qui permettent l'émergence des jeunes leaders ;
- être conscient du danger de la corruption et la combattre activement ;
- avoir un sens élevé de responsabilité entendue comme capacité de rendre compte de ses actes (éthique de responsabilité) ;
- donner une place considérable au débat, à la discussion. A ce sujet, Amartya SEN cite Frank KNIGHT et James BUCHANAN. Pour le premier, « les valeurs sont établies ou validées et reconnues à travers la discussion, une activité qui est à la fois sociale, intellectuelle et créative. » Et pour le second, la démocratie n'est autre chose que le « gouvernement par la discussion »⁵.

Ah IAHI AH ! Allons leur servir ça. De toute façon, mes promesses de campagne n'engagent que ceux qui y croient.



2 - Au niveau du leader (éthique du pouvoir)

- avoir un sens élevé des valeurs spirituelles et morales qui présuppose l'acceptation de la limitation et de la décentralisation de tout pouvoir politique,
- avoir la capacité de se remettre en cause (spécialement dans la perspective chrétienne où la finitude de l'être humain est un postulat fondamental),
- favoriser et encourager les initiatives au service de la vie qui sont prises par des mouvements sociaux,
- accomplir les promesses ; il s'agit ici d'être fidèle à sa parole et de respecter les personnes concernées par la promesse,
- construire des réseaux entre groupes et mouvements socio-économiques et politiques,
- avoir une attitude de serviteur qui requiert beaucoup d'humilité.

En somme l'éthique en politique est considérée à la fois comme guide et conseiller et comme arbitre au nom de la norme, c'est-à-dire de la règle. Encore faut-il et au nom de la justice, que la norme adoptée dans la communauté soit au service de celle-ci et de ses membres et surtout qu'elle soit le produit d'un consensus. ♦

1- Petit dictionnaire d'éthique, Fribourg, Editions Universitaires, 1993.

2- Cf. « La démocratie cache la dictature du capitalisme » in http://internationalist-perspective.org/PI/pi-archives/pi_55_democracy.html, 26 octobre 2011

3- Christoph Stueckelberger, Jesse N.K. Mugambi, *Responsible Leadership*, Genève, Globethics.net, 2007 ; pp 265-342.

4- C. Stueckelberger et J. N. K. Mugambi, *idem*, pp 347-348

5- Frank KNIGHT, *Freedom and Reform*, Harper, New York, 1947, p. 280, et J.M. BUCHANAN, *Social Choice, Democracy, and Free Markets* », *Journal of Political Economy*, n° 62, 1954, p. 120, cités par Amartya SEN, *L'économie est une science morale*, Paris, Editions de la découverte, 1999, p. 110



POLITIQUE ET NON-VIOLENCE LA LEÇON DE GANDHI

Par Jean-Marie MULLER, Écrivain et philosophe

Dans un monde où la violence tend à devenir l'un des fondements de la vie publique et de sa régulation, la non-violence cherche péniblement ses marques. Avec Gandhi, elle a administré la preuve de sa terrible efficacité et de sa remarquable efficacité.

C'est Gandhi qui a offert au monde le mot «non-violence» traduisant en anglais le mot sanscrit ahimsa. Celui-ci est employé dans les textes de la littérature hindouiste, jaïniste et bouddhiste. Il est formé du préfixe négatif a et du substantif himsa qui signifie le désir de nuire, de faire violence à un être vivant. L'ahimsa est donc la reconnaissance, l'appropriation, la maîtrise et le renoncement au désir de violence qui est en l'homme et qui le conduit à vouloir écarter, exclure, éliminer, meurtrir l'autre homme. Lorsqu'il tente de définir la non-violence, Gandhi énonce d'abord cette proposition toute négative : "La non-violence parfaite est l'absence totale de malveillance à l'encontre de tout ce qui vit. (...) Sous sa forme active, la non-violence s'exprime par la bienveillance à l'égard de tout ce qui vit."⁶

Si le mot "non-violence" est formellement négatif, il ne signifie pas que la non-violence est la négation de la violence, mais qu'elle se trouve dans un rapport d'opposition réelle à la violence, c'est-à-dire que sa visée est d'en détruire les causes et les conséquences. Le non que la non-violence oppose à la violence est un non de résistance. En définitive, la non-violence n'est pas tant le refus de la violence que la lutte contre la violence.

Comme toute exigence éthique, la non-violence présente une double face : l'une invite à ne pas collaborer avec la violence, l'autre à œuvrer pour la justice. Une fois la violence récusée, l'homme peut accomplir l'œuvre positive de la non-violence et manifester de la bienveillance et de la bonté envers l'autre homme. La vertu de non-violence est l'exigence première de la philosophie : elle est le principe même du courage et de la sagesse. C'est pourquoi la philosophie reconnaît l'exigence de non-violence comme la source la plus haute de l'humanité de l'homme. La non-violence est le porche qui ouvre à l'homme le chemin du respect, de la compassion, de la bonté, de l'amour. Au-delà encore, celui de la transcendance.

Partir du réel pour inventer le possible

La non-violence se trouve souvent récusée comme une chimère sous prétexte que «la non-violence absolue» n'est pas possible. Mais le mouvement de réalisation de la non-violence dans la société et dans l'histoire ne part pas de l'utopie pour s'inscrire dans le réel : il part du réel pour inventer le possible, rien que le possible, mais tout le possible. L'option pour la non-violence ne s'enracine pas dans l'idéal d'une société parfaitement non-violente qu'il s'agirait de mettre en œuvre dans la réalité. La démarche est exactement inverse. La non-violence se fonde sur la prise de conscience de la réalité des multiples violences qui existent dans la société et sur la vo-

lonté de transformer cette réalité dans la mesure du possible. La cité politique naît lorsque des femmes et des hommes, qui se sont reconnus égaux et semblables, décident de se réunir pour vivre ensemble, c'est-à-dire parler et agir ensemble pour construire un avenir commun. Ce "parler ensemble" et cet "agir ensemble" constituent le fondement du pacte civique. Ce qui inaugure et fonde l'action politique, c'est la parole échangée, la libre discussion, la conversation entre les citoyens, la délibération publique, le débat démocratique. Fonder une société revient, littéralement, à créer une association. Celle-ci s'exprime à travers une constitution, c'est-à-dire un contrat social par lequel les citoyens décident du projet politique qu'ils entendent réaliser ensemble. Ce qui fonde le politique, ce n'est donc pas la violence, mais son contraire absolu : la parole humaine. Un régime totalitaire se caractérise par la destruction totale de tout espace public où les citoyens auraient la liberté de parler et d'agir ensemble.

L'essence même du politique, c'est donc le dialogue des hommes entre eux. La réussite du politique, c'est donc le succès de ce dialogue. Parce que l'apparition de la violence entre les hommes signifie toujours l'échec de leur dialogue, la violence signifie toujours l'échec du politique. Dans sa finalité comme dans ses modalités, l'action politique se trouve organiquement accordée à la non-violence. La philosophie de la non-violence resitue la cité politique dans sa véritable perspective et lui redonne ses réelles dimensions.

Ce qui garantit la démocratie, ce n'est pas un État tout-puissant mais l'État de droit. Les menaces qui pèsent sur l'ordre démocratique sont d'abord engendrées par les idéologies fondées sur la discrimination et l'exclusion, qu'il s'agisse du nationalisme, du racisme, de la xénophobie, de l'intégrisme religieux ou du libéralisme économique exclusivement fondé sur la recherche du profit. Les idéologies anti-démocratiques sont toutes liées à l'idéologie de la violence. Elles n'hésitent jamais à proclamer que la violence est nécessaire et légitime dès lors qu'elle est mise à leur service. C'est pourquoi, en définitive, la menace contre la démocratie est toujours celle de la violence et, par conséquent, la défense de la démocratie est toujours une lutte contre la violence et donc contre les idéologies qui la véhiculent. Mais il n'est possible de récuser efficacement les idéologies anti-démocratiques qui affirment la légitimité de la violence au service de leur propre cause, qu'en leur opposant la philosophie politique de la non-violence comme fondement de la démocratie.

Les grandes violences de l'histoire - les guerres, les massacres et les génocides - ne sont pas naturelles ni spontanées, elles ont été pensées et organisées. Les haines et les pas-

6- Gandhi, *Young India*, 1919-1922, Madras, S. Ganesan Publisher, 1924, p. 286.

sions qui les ont accompagnées ont été engendrées par des propagandes idéologiques et des constructions politiques. La part de l'irrationnel, qui a orienté le comportement des individus vers le meurtre, a été préparée par des constructions rationnelles. C'est parce qu'aucune force politique n'a été en mesure de s'opposer à temps à ces constructions que ce qui était devenu inévitable est venu créer l'irréparable.

L'action politique doit viser à pacifier la vie sociale en sorte que tous les citoyens bénéficient d'un espace dans lequel ils puissent vivre en toute sécurité et en toute liberté. La politique exige de cultiver l'art de la gestion non-violente des conflits qui surgissent entre les citoyens au sein de la cité.

En janvier 1942, lorsque Gandhi défend sa politique devant le Congrès de toute l'Inde, c'est en faisant valoir son efficacité qu'il justifie le choix de la non-violence comme méthode de lutte en vue d'obtenir l'indépendance. "La non-violence m'est un credo, affirme-t-il, le souffle de ma vie.

Mais je ne l'ai jamais proposée à l'Inde comme un credo ou d'ailleurs à quiconque sauf, à l'occasion, lors de conversations informelles. Je l'ai proposée au Congrès comme une méthode politique destinée à résoudre des problèmes politiques. Il est possible que ce soit une méthode nouvelle, mais elle n'en perd pas pour cela son caractère politique. (...) Comme méthode politique, elle peut toujours être changée, modifiée, transformée, abandonnée même en faveur d'une autre.

Si donc je vous dis que notre politique ne doit pas être abandonnée aujourd'hui, je vous parle sagesse politique. C'est de la perspicacité politique. Elle nous a servi dans le passé, elle nous a permis de parcourir de nombreuses étapes vers l'indépendance et c'est en tant qu'homme politique que je vous avertis que ce serait une grande faute d'envisager son abandon. Si j'ai entraîné le Congrès derrière moi toutes ces années, c'est en ma qualité d'homme politique. Il n'est pas juste de qualifier ma méthode de religieuse parce qu'elle est nouvelle." (64) Ce texte est très important, car il montre clairement que si pour Gandhi, la non-violence est ce qu'il appelle un "credo", c'est-à-dire un choix existentiel qui donne sens à sa vie, c'est-à-dire le principe même de la vérité, il propose la méthode de l'action non-violente à ceux-là-mêmes qui ne font pas ce choix.

Réconcilier l'exigence éthique et le réalisme politique

Lorsqu'on parle de "non-violence", il importe, comme le fait Gandhi dans ce texte, d'introduire et de maintenir une distinction fondamentale entre l'exigence philosophique de non-violence et la stratégie de l'action non-violente. Faute de quoi tous les discours s'embrouillent. L'une et l'autre se situent sur des registres différents qu'il importe de distinguer, non pas

pour les séparer, mais pour ne pas les confondre. En tant que principe philosophique, la non-violence est une requête de sens, en tant que méthode d'action, elle est une recherche d'efficacité. Le génie de Gandhi, c'est d'avoir réconcilié l'exigence éthique et le réalisme politique.

Gandhi pense que l'oppression subie par les Indiens ne vient pas tant de la méchanceté personnelle des Anglais que de la malveillance du système colonial britannique. Dès lors, sa stratégie vise à la fois à "convertir" les Anglais, c'est-à-dire à tenter de leur faire prendre conscience de l'injustice qu'ils font subir aux Indiens, et à les "contraindre" en les privant de la coopération dont ils ont besoin pour assurer leur domination et sans laquelle ils deviennent impuissants. "Notre résistance à l'oppression britannique, assure-t-il, ne signifie pas que nous voulions du mal au peuple britannique. Nous cherchons à le convertir, non à le battre sur le champ de bataille.

Notre révolte contre l'autorité britannique est désarmée. Mais que nous convertissions ou non les Britanniques (c'est nous qui soulignons), nous sommes décidés à rendre leur domination impossible par la non-coopération non-violente. C'est une méthode invincible par sa nature même. Elle est basée sur la connaissance qu'aucun spoliateur ne peut parvenir à ses fins sans un certain degré de coopération volontaire ou forcée de la part de sa victime⁷."

Il importe également de souligner une dimension essentielle de la stratégie mise en oeuvre par Gandhi : c'est le programme constructif. Lors d'une campagne d'action non-violente, le programme constructif consiste à organiser, parallèlement aux institutions et aux structures que l'on conteste et avec lesquelles on refuse de coopérer, des institutions et des structures qui permettent d'apporter une solution constructive aux problèmes posés. Selon Gandhi, une campagne d'action non-violente doit être construite sur deux piliers : un programme de non-coopération et un programme constructif : "Le corps de la non-violence, affirme-t-il, se disloque s'il n'a pas une foi vivante au programme constructif⁸".

Au-delà des chimères et des illusions de l'optimisme, au-delà des résignations et des démissions du pessimisme, la non-violence entretient l'espérance fragile que l'homme peut faire croître, en lui et chez les autres, la vertu d'humanité. Cela donne sens à son existence et à son histoire. À sa vie. À sa mort même. ♦

Jean-Marie MULLER est membre-fondateur du Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN, site internet : www.nonviolence.fr). Il est l'auteur de nombreux ouvrages qui sont reconnus comme des ouvrages de référence sur la non-violence, notamment Le dictionnaire de la non-violence (Le Relié Poche), Désarmer les dieux, le christianisme et l'islam au regard de l'exigence de non-violence (Le Relié Poche) et Entrer dans l'âge de la non-violence (Le Relié).

7- Cité par D. G. Tendulkar, T.6, Mahatma, The Life of Mohandas Karamchand Gandhi, New Delhi, Publications Division, Patiala House, 1969, p. 35.

8- Cité par Suzanne Lasser, Gandhi et la non-violence, Paris, Le Seuil, 1970, p. 170.

LA POLITIQUE COMME SERVICE OU L'ACTUALITE POLITIQUE DE MATTHIEU 20, 28

Par Elvis ELEGABEKA, Dr en Exégèse

Même s'il existe des signes d'espérance, le réalisme conduit à constater également la présence d'une véritable crise socio-politique en Afrique. Cette situation tient certainement à un ensemble de paramètres complexes, dont l'exercice malheureux de la responsabilité de la part de certains gouvernants. Pourtant, de nombreuses ressources sapientielles disponibles peuvent positivement féconder les mœurs politiques du continent. C'est, par exemple, le cas pour le message évangélique, dont le protagoniste, Jésus, en Matthieu 20, 28, déclare : « C'est ainsi que le Fils de l'homme n'est pas venu [pour] être servi, mais [pour] servir et donner sa vie [en] rançon pour une multitude ». Comment cette parole peut-elle contribuer à l'éclairage de l'action politique en Afrique ?

Le texte original de notre verset de référence n'oppose aucune difficulté particulière à l'effort de la traduction. De plus, la tradition manuscrite paraît unanime autour de sa transmission. Ces facilités caractéristiques de la lettre du texte se confortent par l'aisance avec laquelle il se prête à l'étude en raison de son autonomie. En effet, la déclaration qui nous intéresse peut facilement se détacher des versets environnants. En amont, le propos portait sur les auditeurs de Jésus, maintenant il se centre sur la personne du locuteur. En aval, le lecteur peut constater que le narrateur matthéen donne une précision géographique, qui induit un changement de lieu. Il met également en scène de nouveaux personnages, marquant ainsi une démarcation avec la thématique précédente.

La présentation générale de notre péricope devrait aussi noter son manifeste enracinement vétérotestamentaire. L'expression « Fils de l'homme » établit un rapport de parenté bien évidente avec le livre de Daniel. Un autre lien intertextuel se tisse autour du motif de la rançon et de la thématique du don de la vie avec Is 53, 10-11 et Ps 49, 8-9, qui avaient déjà abordé la même problématique.

Les idées, qui en constituent le fond de Matthieu 20, 28 se rencontrent à maintes reprises dans les évangiles canoniques. Mc 10, 45 rapporte exactement la même assertion dans des circonstances identiques, à une infime variante près. Si les deux autres évangélistes ne semblent pas connaître le logion en question, ils n'en ignorent pas pour autant la substance. Il suffit de lire Lc 22, 24-27 et Jn 10, 11-12 ; 13, 13-15 pour s'en rendre compte. Il s'agit donc d'une espèce de lieu commun de la pensée évangélique qui, par ailleurs, a retenu l'attention de plusieurs exégètes. Ainsi se perçoit l'importance de cet enseignement, qui peut, à coup sûr, interroger et humaniser les pratiques politiques africaines.

Du texte dans son contexte

Envisagé dans son environnement lointain, le texte s'insère dans la trame de l'évangile selon saint Matthieu par son lien avec le discours ecclésial. En effet, cette séquence de l'œuvre matthéenne traite essentiellement des relations interpersonnelles dans la communauté chrétienne. Cette ques-

tion semble se situer au centre de notre péricope, en ce sens qu'elle met en scène deux personnages, à savoir le Fils de l'homme et une multitude unis par des rapports de service. C'est la même thématique relationnelle qui assure la connexion de Matthieu 20, 28 à son contexte immédiat. Ce verset apparaît comme une séquence de l'épisode ouvert par la demande de la mère des fils de Zébédée en des termes s'inscrivant clairement sur le registre du pouvoir comme « *siéger à la droite...et à la gauche dans le Royaume* ». Cette initiative suscite une réaction et déclenche l'enseignement, qui explore le même champ sémantique, comme l'attestent les mots « *chefs* », « *dominer* », « *maîtres* », « *grands* », « *pouvoir* », « *premier* » et l'expression « *être servi* ». Ce lien contextuel, que le vocabulaire permet d'établir, montre que la péricope s'organise autour du thème de la volonté de puissance. Cela se ressent encore sur le plan de l'enchaînement narratif qui rythme Matthieu 20, 20-28 : il s'agit, en réalité d'une course au pouvoir avec lutte exprimée par l'indignation des autres disciples. Cette guerre de leadership que décrit l'auteur matthéen pourrait trouver son Sitz im Leben dans un conflit de préséance inter ou intracommunautaire. Cette approche offre un double intérêt pour l'interprétation du texte. D'une part, elle permet de mettre en lumière la position centrale de la thématique du pouvoir ; d'autre part, elle contribue à préciser l'optique dans laquelle la péricope envisage la réalité en question. Le pouvoir n'est pas traité sous l'angle de la légitimation de l'autorité, de la loyauté envers elle ou de son rapport avec la religion, mais il apparaît dans le mouvement d'une critique de la propension despotique. C'est précisément cette perspective qui interroge les conduites politiques en cours sur le continent africain où les cas d'abus de pouvoir politique existent effectivement et où l'appétit des postes de commandement s'avère bien ardent.

Du texte dans son fonctionnement interne

L'analyse du monde que constitue Matthieu 20, 28 explorera principalement deux trajectoires : la piste structurale et l'axe sémantique.

La structure du texte se dégage avec une certaine facilité. Elle suit un rythme fondamentalement binaire, dont le

pivot se situe au niveau de la conjonction « *mais* ». Autour de ce mot, le verset se balance en deux mouvements antagonistes. L'opposition entre les deux membres du verset se ressent essentiellement dans les formes verbales qui s'y trouvent. D'un côté, le lecteur rencontre la forme négative, à travers l'expression « *n'est pas venu pour* » ; de l'autre, il trouve, sous-entendue, l'antithèse « *est venu pour* ». Ce parallélisme antithétique se lit avec la même netteté dans les verbes « être servi » et « servir ». Cette opposition entre la voix passive et la voix active apparente notre verset à d'autres passages du Nouveau Testament où Jésus met en contraste entre « abolir » et « accomplir » (Matthieu 5, 17), entre « les bien portants » et les « les malades », entre « les justes » et « les pécheurs » (Mc 2, 17), entre « la paix » et « le glaive » (Mc 10, 34).

En plus de cette dualité oppositionnelle, tous ces extraits partagent un autre point avec Mt 20, 28 : ils portent tous sur la mission de Jésus, comme le témoigne le verbe « venir ». On pourrait même comprendre, « le Fils de l'homme n'a pas été envoyé », à la place de ce qui se trouve littéralement dans le texte. Ces éléments stylistiques donnent à penser que certaines attitudes conviennent à la mission de Jésus, alors que d'autres lui sont purement et simplement incompatibles. Il devrait en être ainsi de la politique en Afrique !

Les idées maîtresses de Matthieu 20, 28 se rencontrent particulièrement dans certains termes, dont le verbe « servir » et le syntagme « donner sa vie en rançon pour la multitude », qui correspondent, tout compte fait, à la mission de Jésus, que le disciple est appelé à imiter. Le thème du service exprime l'humilité. Cette dernière prend un relief particulièrement remarquable dans notre texte, du fait de son association au titre « Fils de l'homme ». En effet, en Dn 7, 13-14, ce personnage reçoit un pouvoir illimité comme Jésus en Matthieu 28, 19. Doté d'une telle puissance, il s'abaisse en assurant le service. Tout le contraire de certains dirigeants politiques, qui s'appuient sur leur investiture pour se servir au lieu de servir.

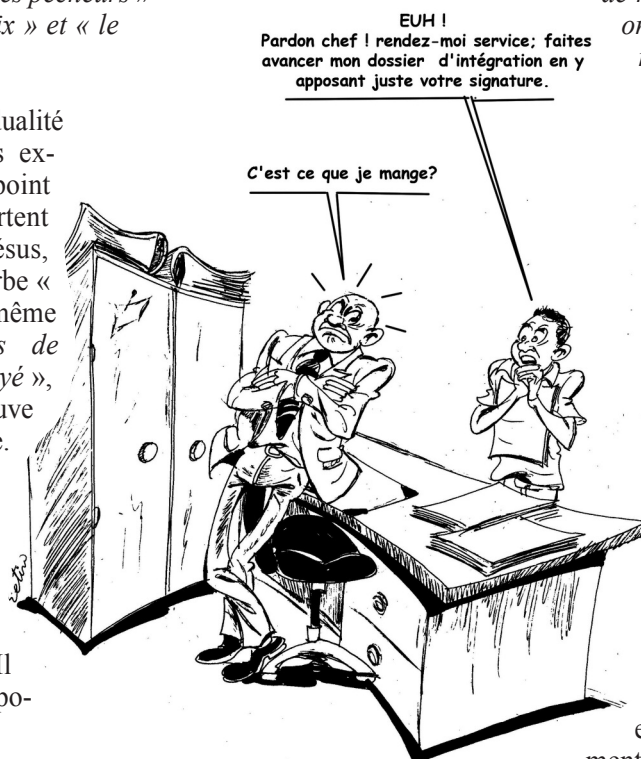
Cette action peut couvrir diverses réalités, mais les derniers mots du verset lui assignent un contenu précis : « donner sa vie en rançon pour la multitude ». À dire vrai, la conjonction de coordination « et », qui raccroche cette proposition au reste du verset, comporte un sens explicatif : servir, c'est-à-dire donner sa vie, à la manière du bon pasteur.

« Donner sa vie pour », c'est donner priorité à l'autre sur soi, suivant le modèle de Jésus qui a incarné la « proexistence », une existence totalement vouée à autrui et disponible à la volonté du Tout-Autre. Souvent les hommes politiques en Afrique ne donnent pas leurs vies, mais prennent celles des autres !

La rançon, dont il est question, peut revêtir plusieurs acceptions, mais dans tous les cas, elle consiste en la libération d'une personne. L'auto donation du Fils de l'homme vise la libération. Le politique africain, s'il suivait le Christ, s'engagerait pour libérer son peuple et non pas le maintenir dans la prison de différents types de misère. « ... la racine du péché, c'est la jalousie et le besoin d'avoir et de retenir aux dépens d'autrui. Par le don on montre au contraire qu'on préfère enrichir l'autre plutôt que s'enrichir soi-même... Au lieu de considérer jalousement Dieu ou le prochain comme des rivaux qui occupent notre place au soleil, nous sommes heureux de ce qu'ils sont ».

Pour aller jusqu'au bout de notre verset, arrêtons-nous sur les bénéficiaires de la générosité du Fils de l'homme, qu'exprime le mot « la multitude ». À première vue, le terme, même s'il renvoie à une quantité importante, comporte un sens limitatif. En réalité, le texte grec, qui donne lieu à cette traduction, en employant l'adjectif « *polus* », commet un sémisme. La teneur hébraïque cachée sous ce mot grec signifie, en fait, la totalité : la vie du Fils de l'homme est donnée en rançon pour tous et non exclusivement pour un groupe particulier. Cette dimension universelle revient à la surface lorsqu'on met en parallèle Matthieu 20, 28 avec 1 Tm 2, 6 où il est écrit Jésus « s'est livré en rançon pour tous ». Ceci interpelle certaines pratiques politiques africaines marquées par l'oligarchie clanique.

La notion de service par le don de soi en faveur d'autrui, qui constitue la teneur de Matthieu 20, 28, représente, à coup sûr, une idée importante de la philosophie biblique du pouvoir, car elle apparaît sous diverses formes dans l'ensemble des quatre évangiles retenus par le Nouveau Testament. Le contexte de ce verset met en perspective la dimension du politique dont il est question. La structure du texte, en s'organisant autour d'un mouvement binaire antithétique, montre clairement qu'en éthique politique évangélique l'altruisme radical et universel est une valeur et l'égoïsme, en conséquence, une contre-valeur. La mise en œuvre effective de ce message configurera le politicien à Jésus-Christ, le Fils de l'homme et sauvera tous les fils d'homme d'Afrique. ♦





TRUCS ET FICELLES

LE DESPOTE EN 7 TABLEAUX

Par NGUEUFANG André, Enseignant

Qu'il soit blanc ou noir, tout despote se reconnaît, sous toutes les latitudes par des attitudes qui ne laissent aucun observateur attentif indifférent. Revue de quelques traits fondamentaux dont la pertinence n'est plus à démontrer.

1 - Egocentrique et narcissique

Le pouvoir absolu consiste, pour le despote, à confisquer tout : les biens, la parole, le pouvoir, la raison, l'aptitude à réfléchir; il est égocentrique, narcissique ; il regroupe autour de soi une clique de louangeurs qui font miroiter à ses yeux tout sauf la vérité qu'ils déforment et manipulent à volonté ; entre le peuple et le prince, ils font écran, fabriquant de toutes pièces des mensonges qu'ils racontent au prince et faisant, de la part de celui-ci, des promesses fallacieuses au peuple. Ces porte-parole d'un autre genre font tout pour qu'aucun camp ne découvre la vérité. Le pouvoir absolu promeut la pensée unique et combat mortellement toute idée contraire à la sienne, tout en faisant croire aux naïfs que chacun peut penser ce qu'il veut ; il jouit seul de tous les droits et relègue au peuple tous les devoirs.

2 - Prestidigitateur et blasphémateur

C'est un système où l'on défie même Dieu et blasphème de façon éhontée ! On prétend qu'il y a la démocratie, mais en fait, il s'agit d'un machin en trompe œil mis en place pour tripotouiller la constitution, la tailler sur mesure au grand dam des tailleurs les plus aguerris et la toiletter de l'article qui li-

mite les mandats pour se présenter ad vitam aeternam, à défaut de positionner sa descendance ! Vous avez dit république bananière ? Rien de si juste ! En matière de démocratie, on fait de la prestidigitation, on engage cette danse consistant à faire un pas en avant et deux en arrière, on jette de la poudre aux yeux de tout le monde et jamais rien ne change.

3 - Mégalomane et schizophrène

Après avoir sciemment appauvri le peuple, le tenant du pouvoir absolu se fait dieu sauveur distribuant au peuple des prébendes et les fruits de leur magnanimité. Dans sa conscience (si tant est qu'il ne l'ait pas tuée), il pense que le peuple est repu parce qu'il est repu, bien soigné parce qu'il l'est, bien formé parce qu'il en a seul les moyens ; il se convainc que sans lui, le pays n'est plus, se dit indispensable et se croit immortel, aimé et adulé par le peuple : il vit dans les nuages en se prélassant dans sa tour d'ivoire, bien gardé par des escouades de sbires qui le manipulent et les tiennent prisonnier.

4 - Tyrannique et vaniteux

Mais la preuve qu'en fait le despote absolu se sait un monstre pour le peuple est qu'il se coupe de lui, se mure dans des bun-

ô Leader bien-aimée, Comme le peuple vous adore ! A chacun de vos passages, les gens restent sans voix, séduits qu'ils sont par votre personne et l'ampleur de votre tâche.



TRUCS ET FICELLES

kers et s'entoure d'une troupe bien armée parce qu'il a peur. Il distille la peur au sein du peuple, mais il en reste toujours une certaine quantité pour lui-même ! Il se dit que ce qui arrive aux autres ne peut pas lui arriver. L'armée nationale devient gardien d'une personne et non de la constitution et du territoire ! Comme l'on fait du despote un dieu omniscient, on lui voue un vrai culte et le cite à toutes les phrases d'un propos ou d'un discours.

5 - Méprisant et manipulateur

Sans se gêner, le despote achète les médias pour faire son auto glorification à travers des blanchiments et même des blanchissements dont serait jalouses les lessives les plus efficaces et les plus prisées. Il se blanchit devant l'opinion internationale et méprise saintement les concitoyens ; il achète le silence de tous ceux qui peuvent l'inquiéter, monnaie la collaboration de tous les empêchements de tourner en rond aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur. Il arrive même que certains suppôts hypothèquent leur intelligence, écrivent des textes et les offrent au despote qui les signe de son nom sans parfois prendre la peine de les lire pour daigner prendre connaissance de leur contenu !

6 - Spolieur et corrupteur

L'agent du néocolonialisme qu'est le despote joue le jeu des anciens colons, noue des alliances contre nature, achète son maintien à coup de valises d'argent dont il spolie son peuple qui pourtant meurt de faim et croupit sous le poids du sous-développement et de la misère ! Il fait allégeance à ses mentors souvent occidentaux qu'ils consultent et dont il obtient l'aval avant de prendre toute décision importante ! D'ailleurs, à l'in-

térieur, dans son territoire, contrairement aux sensés qui développent les secteurs de la santé et de l'éducation chez eux, le despote, nous l'avons déjà relevé, chouchoute et gave l'armée et tous les secteurs armés ! Et comme il fait croire à l'opinion internationale qu'il y a une démocratie et une justice certaines, on corrompt la conscience des juges, et la justice devient... l'exemple de l'injustice et de la protection des riches et des bien placés contre les vrais justiciables et les bien pensants.

7 - Pouvoiriste et obstiné

Comme le peuple a faim, le mécontentement et la colère grondent sourdement et la situation est celle d'une marmite d'eau bouillante au feu. Personne ne pourra empêcher la vapeur de s'en échapper au risque de voir toute la marmite éclater, purement et simplement. Ainsi un jour, sans qu'on ne sache comment tout en sachant quand même pourquoi, patatras, tout bascule : les langues se délient, la peur prend le large, la couardise et la léthargie se débrident, les armes crépitent et bonjour le chaos ! Mais alors, le despote « pouvoiriste » s'accroche, s'agrippe, persiste et signe, quitte à ce que le pays qu'il disait aimer et pour lequel il prétendait être capable de se sacrifier soit détruit et que des milliers des concitoyens qu'il disait défendre soient décimés ! En fait, ce n'est pas surprenant : il n'a jamais servi ni pensé au peuple et n'a toujours combattu que pour ses intérêts personnels ! Pendant qu'on est en sécurité quelque part, de pauvres bougres, au nom d'une supposée idéologie, se livrent en chair à canon et se font massacrer inutilement ! Jusqu'au moment où ils se réveillent de leur rêve, remettent les pieds sur terre et ouvrent les yeux à la réalité, souvent trop tard et au prix fort ! ♦

PRECISIONS

L'éthique ne doit pas être confondue avec :

a) Le droit, le légal ou le juridique. La loi est le produit du pouvoir d'un état souverain, qui rend obligatoire un comportement sous menace de sanctions. (si l'Etat est démocratique, c'est l'expression de la volonté de la majorité des citoyens). Toute loi cherche à être morale et juste, mais ne l'est jamais totalement, puisqu'elle doit être affinée par des juges créant la jurisprudence dans ses applications non-prévues et constamment transformée pour tenir compte de l'évolution du monde, des techniques et des mœurs. Le légalisme qui dit que "tout ce qui n'est pas défendu est permis", nie la morale et l'éthique.

b) La déontologie. Le code de déontologie est un ensemble de règles de pratique professionnelle, qui sont proposées par des représentants de la profession et peuvent être imposées lorsque l'Etat a délégué une partie de ses pouvoirs à "un ordre professionnel", comme l'Ordre des Médecins. Mais la déontologie est au service d'une corporation, alors que l'éthique est au service du bien général et peut amener à remettre en cause son intérêt et celui de sa corporation.

c) La préoccupation économique. La demande nouvellement faite au médecin de se comporter aussi en gestionnaire économique crée une opposition de plus entre le juste et le rentable.

d) La conscience professionnelle est la pratique volontaire de la morale dans l'exercice de son métier.

e) La morale : pour certains "l'éthique" est le mot moderne pour "la morale", c'est la même chose. C'est la science des Valeurs universelles qui transcendent le temps, les populations et les idéologies. Les recommandations du Comité national d'Ethique deviennent "la morale officielle".
"Le Droit décide, la morale commande, l'éthique recommande"



LU POUR VOUS

LE PRINCE DE MACHIAVEL

RELIRE AUJOURD'HUI UN LIVRE À LA RÉPUTATION SULFUREUSE

Par Rev. KÃ MANA

Le Prince de Machiavel est sans doute l'un des ouvrages les plus lus et les plus commentés en sciences et en philosophie politiques. Souvent présentés comme le livre de chevet des dictateurs et des tyrans de tous bords, il a la réputation sulfureuse d'être une célébration du mal comme l'un des arts ténébreux de la domination, de la manipulation et de la terreur dans le gouvernement des hommes et dans l'administration des Etats. Il est considéré comme le classique par excellence du réalisme et du pragmatisme des ambitieux qui veulent conquérir le pouvoir et des princes qui veulent conserver perpétuellement leurs prérogatives de chefs.

Perçu sous cet angle, Le Prince est un livre de description pure et simple de ce qui se fait dans la politique comme champ de guerre: les ruses, les mensonges, les assassinats, les destructions et les ravages par lesquels le pouvoir s'exerce et s'impose inexorablement. Machiavel a surtout le génie de montrer clairement, exemples à l'appui, le sort qui fut celui de tous ceux qui n'ont pas compris les lois qu'il définit comme socle de la domination des hommes au sein des entités politiques réelles. Impossible de ne pas être convaincu par l'impressionnante érudition du philosophe florentin. Impossible, quand on est au pouvoir, de ne pas suivre des recettes si claires, qui ont été les ressorts de la réussite des grands princes dans l'histoire, surtout quand on apprend en même temps le sort funeste qu'eurent les chefs qui ne les ont pas appliquées avec rigueur et constance.

On connaît les ressorts de l'exercice du pouvoir politique selon Machiavel: la ruse et la force. On connaît les règles de leur application implacable: l'art d'être impitoyable avec ses adversaires et l'art de donner constamment le change pour plaire et manipuler l'imaginaire populaire, quand on tient à régner sans contestation ni velléité de résistance en face de soi.

Dans cette description des mœurs politiques et de la maîtrise du mal utile pour dominer les hommes et conserver ainsi le pouvoir, Machiavel offre toute une philosophie politique fondée sur une anthropologie dont le principe est de

prendre les êtres humains tels qu'ils sont et non tels qu'on rêve qu'ils soient. C'est une anthropologie d'anti-angélisme et d'anti-utopie. On y voit à quel point le monde politique est plus une jungle à gérer comme une vraie jungle qu'un Eden où l'on devrait croire naïvement au règne de l'amour éternel dans tous ses éblouissements et ses rythmes idylliques.

Je n'ai jamais aimé cette manière de lire Machiavel sous les auspices de la science politique descriptive et de l'anthropologie philosophique réaliste. J'ai la force de croire que tout le tableau que le grand penseur florentin nous brosse constitue fondamentalement ce contre quoi toute vraie politique devrait s'insurger aujourd'hui. Au nom d'une autre anthropologie et d'un autre monde possible.

Chaque fois que je lis la description des crimes, des mensonges, des manipulations et des terreurs machiavéliques qui peuplent l'histoire politique de l'humanité dans les pages du livre Le Prince, j'éprouve spontanément une indignation profonde et une révolte indicible contre la vision politique qui s'y développe. Même si elle constitue une dominante des mœurs sociopolitiques depuis la nuit des temps, je sais que cette vision n'est qu'une ligne de fond à côté d'une autre ligne de fond: celle de la politique de bien. Une politique dont les repères sont nombreux depuis les théocraties pharaoniques jusqu'à certaines démocraties contemporaines qui luttent pour les droits humains et les libertés fondamentales.

Ma perception de la réalité politique est anti-Machiavel, au nom même de la réalité que Machiavel dévoile et pense dans le Prince. Je crois en la politique du bien, en la politique d'humanité, en la politique de civilisation, qui sont de possibilités à développer pour un autre monde possible. A mes yeux, le machiavélisme politique n'est ni une fatalité ni une pesanteur irrésistible. J'y vois une ligne de mort contre laquelle les individus et les peuples devraient s'inscrire en faux pour qu'advienne une politique authentique de l'humain.

Dans cette mesure, Le Prince est un livre noir à partir duquel on devrait percevoir la lumière du jour nouveau: la politique de vie qui est la seule digne de notre présent et de notre futur. ♦





L'ETAT EN AFRIQUE

QUEL RAPPORT AVEC NOTRE PASSE ?

Par Emmanuel TCHUMTCHOUA
Historien

Entre les partisans d'une Afrique de l'enfance et ceux d'une Afrique édénique, le débat fait rage. Mais une chose est certaine : en scrutant notre passé, nous y découvrirons des instruments susceptibles de bâtir une éthique du pouvoir.

J'ai regardé l'autre jour un film intitulé «Mister Bob» sur les activités du légendaire mercenaire Bob Denard au Congo. Au-delà de ce personnage grotesque que le film essaye tant bien que mal de polir, j'ai été surpris par les frasques et la grossièreté du personnage de Mubutu qui, dès son accession au pouvoir, manifesta son habileté et son goût à transgresser toutes les règles de la morale et de la décence. Je me demande si ce n'est pas pour cela qu'il avait été choisi ? L'obscénité de ce personnage fantasque qui, sous prétexte d'une certaine tradition bantou, déploie l'étendard du vice, étale une fois de plus, la vacuité des pouvoirs africains détenus par des polichinelles au service des intérêts des autres.

Le « mal africain »

La vulgarité de cette bande d'inconscients qui ont confisqué le pouvoir d'Etat en Afrique et qui ont élevé le cynisme au rang de philosophie, a contribué à jeter le discrédit sur l'Etat en Afrique, devenue une entité évanescence, une sorte de pâte à modeler. Cette situation glauque avec comme conséquence le soleil des indépendances qui s'est couché sans combler les espoirs immenses placés en elles a amené certaines personnes de bonne foi à s'interroger sur l'origine « du mal africain ». La question est d'autant plus lancinante et légitime qu'on a l'impression que ce goût immodéré du pouvoir pour le pouvoir, cette transformation du bien public en patrimoine privé, pour parler comme les spécialistes, n'épargne aucune strate de la société. Les églises, les ONG, les associations, les partis politiques, les entreprises pour ne citer que ceux-là, sont traversés par une véritable lame de fond qui évalue la force de l'autre par l'usage qu'il fait de la responsabilité ou du pouvoir à lui confié et la fortune que cette situation permet d'accumuler.

La question n'est pas en fait de savoir s'il y a eu des Etats en Afrique avant l'arrivée des blancs et il suffit seulement de lire quelques pages des ouvrages didactiques d'Histoire en vigueur pour trouver des réponses satisfaisantes à cette question, mais celle de savoir, si ces monstruosité contemporaines qu'on appelle pouvoir en Afrique ne sont pas le prolongement d'un certain rapport au pouvoir hérité de l'Afrique antique ou plus encore, si « le mal africain » n'est pas intrinsèquement lié à notre

structure mentale construite depuis des millénaires sur un autoritarisme de bazar ?

Si on ajoute à ces interrogations légitimes, une dose de mauvaise foi et surtout une pincée de scories et de stéréotypes comme les propos de monsieur Sarkozy pour qui « l'Afrique n'est pas suffisamment entrée dans l'histoire », l'on a comme résultat des courses, une somme de caricatures, une succession de lieux communs qui font le bonheur des racistes. Grosso-modo, on a, aux deux bouts du spectre, des discours, des pratiques qui charrient des idéologies et des stéréotypes qui, malgré leur opposition apparente, débouche sur le même résultat à savoir, une Afrique de l'enfance, pas suffisamment entrée dans l'histoire pour les afro-pessimistes ou une Afrique édénique, paradisiaque pour les afro-optimistes. A notre avis, aucune de ces deux positions ne sert l'Afrique et ne lui rend justice.

Il est vrai qu'on pourrait couper court à la discussion en disant que Néron, Caligula ou encore Hitler, pour ne citer que ces exemples, n'étaient pas des Africains parachutés sur le sol des autres. Un tel raisonnement, pour fondé qu'il soit, ne permettrait pas de repenser le pouvoir chez nous en rapport avec notre passé. Dans ce cas, il faudrait peut-être songer à une expérience vécue non pas comme exemple type, mais comme point d'appui tant il est vrai que les sociétés africaines comme toutes les sociétés humaines sont traversées de contradictions, de grandeurs, de paradoxes et de reculs.

Scruter le passé et désamorcer les pièges

A ce titre, un exemple me vient à l'esprit, celui de l'empire du Mali tel que décrit par le grand explorateur arabe Ibn Battuta. Au cours d'un long périple de plus de 120 000 Km qui le conduisit en Europe, en Afrique et en Asie, ce dernier visita l'empire du Mali de 1352 à 1353 sous le règne de Mansa Souleymane. A travers son récit de voyage, La RIHLA, il donne des témoignages très intéressants sur des sujets aussi divers que la justice, la sécurité des voyages, l'hospitalité accordée aux étrangers, etc. Ce texte d'une richesse inouïe écrit par un non-africain peut nous servir de sorte de lucarne pour observer quelques fondements du pouvoir africain.

On est où là? Ici c'est moi le chef et quand le chef décide, les autres exécutent. Suis-je bien clair?



que les notions de justice, de probité morale ne sont pas étrangères à la terre d'Afrique et à sa culture encore moins l'accessibilité de ceux qui ont le pouvoir et la capacité des administrés à les interpellier à tout moment pour rendre compte et pour obtenir justice. On est loin de ces scènes ubuesques de détenteurs de pouvoir divinisés qui font de la distance l'instrument de mesure de leur grandeur. Je ne veux pas dire que tous les pouvoirs en Afrique à l'époque ressemblaient à celui de Mansa Souleymane, ce serait tomber dans les clichés. Je veux tout simplement indiquer que si nous voulons fonder un pouvoir en Afrique et qui nous ressemble, il faut chercher dans cette direction. En tout cas, les exemples sont légion pour prouver qu'aucun système politique n'est étranger à la terre d'Afrique.

En définitive, parler de l'Etat importé en Afrique peut receler des pièges ou des équivoques que nous avons essayé de lever.

Selon Ibn Battuta, l'intégrité du Mansa (empereur) et son sens de l'équité déterminaient le bon usage des lois et la prospérité même du pays. Assistant à une audience à la Cour, Ibn Battuta rapporte qu'un jurisconsulte se plaignait de ce que des sauterelles avaient envahi sa province d'origine à cause de l'injustice qui régnait dans le pays. En réponse, Mansa Souleymane affirma : « *Je suis innocent de toute espèce d'injustice et j'ai puni ceux d'entre vous qui s'en sont rendus coupables. Quiconque a connu un oppresseur sans le dénoncer, qu'il soit responsable des crimes que ce délinquant a commis* »

Lors d'une prière de vendredi, Ibn Battuta assista à une scène qui bouleversa son regard sur ce pays. Un certain Abou Hafs, marchand et homme de lettres Messoufa (étranger) se plaignait de ce que le gouverneur d'Oualata lui avait offert 100 ducats pour une marchandise qui en valait 600. Après avoir fait chercher l'accusé, l'empereur renvoya les deux parties devant le juge et ce dernier donna raison au marchand étranger. Le gouverneur fut destitué.

Ces deux exemples pourraient nous aider à épiloguer sur la notion de pouvoir dans l'Afrique antique mais ce qui nous semble essentiel ici, c'est la démonstration

Un tel énoncé peut simplement dire qu'avant l'Etat contemporain mis en place comme instrument d'organisation de l'espace politique construit par l'expérience coloniale, il n'y avait pas d'Etat en Afrique. C'est le discours des Afro-pessimistes et là réside le premier piège. Il y a un autre plus insidieux encore, celui de nous faire croire que contrairement à l'expérience contemporaine dont l'impopularité et le discrédit, malgré les élections à 90%, ne sont plus à démontrer, il existe une Afrique première, une sorte de paradis perdue où tout était bon. Ni ange, ni diable, seulement des hommes.

L'Etat en Afrique aujourd'hui est une construction historique qui se situe à une étape de son évolution et qui sûrement sera dépassé demain et les pierres pour bâtir cet édifice, sortiront de notre histoire séculaire, de la singularité de notre parcours et des données du temps. L'expérience de l'empire du Mali et bien d'autres encore, que faute d'espace nous ne pouvons citer ici, démontrent à suffisance qu'il existe dans notre histoire, des instruments solides parce que basés sur une certaine éthique du pouvoir qui peuvent nous permettre de bâtir un état moderne et juste en Afrique. ♦



Par Jean Nanhou

J'avais naïvement cru que les hommes qui nous gouvernent sont des saints. Ma grande fréquentation de certains d'entre eux me fonde aujourd'hui à comprendre enfin que le pouvoir ne vient pas de Dieu. Chaque démon s'enveloppe d'un gant de velours pour nous écraser sous couvert des projets ambitieux jamais pensés et des grandes réalisations qui n'existent que dans son imagination. Pour être un vrai suppôt du diable, il faut être apte à la prestidigitation et savoir habilement-hypocritement?-fonder sa joie sur le deuil collectif du peuple qui se laisse tromper et qui entretient bêtement son amnésie dans tous les domaines. A la grande surprise du menteur-dictateur-gérontocrate-cleptomane, tout le monde loue sa sagesse et son sens élevé de paternalisme. Surtout les intellectuels de paille qui du haut de leurs gros diplômes se transforment en chantes éhontés du développement de notre misère plurielle. C'est à croire qu'il n'y a personne dans notre Afrique bien aimée dont la forme en point d'interrogation n'est pas innocente.

Notre dictateur-guide-éclairé dont la haine pour la jeunesse est avérée, s'entoure toujours d'une centaine de ploutocrates cleptomane dont la grande performance est de se tordre dans la comédie de l'honneur d'obéir et de justifier toutes les apories incompatibles avec les canons du développement durable.

Heureusement, on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps. Les femmes, plus que les autres, savent se venger silencieusement de tout ce qui a un rapport étroit ou lointain avec les rois qui tirent leur pouvoir du silence complice du peuple naïf transformé en bombe endormie. Deux faits vécus suffisent pour en parler : c'est d'abord l'histoire d'une femme, militante par alliance malgré elle, dont l'enfant est gravement malade ; elle conduit l'enfant chez un guérisseur traditionnel puisque les médecins mal formés sont plus dangereux que la maladie. Le guérisseur dit à la femme que, pour guérir son enfant, elle devra lui poser sur le front une photo de Satan en personne. La femme cherche dans tout le pays une photo de Satan, mais en vain. Finalement, elle trouve une photo du président de son parti dans un journal de propagande. Elle la découpe et la colle sur le front de l'enfant en attendant de trouver celle de Satan. Une copie certifiée conforme peut assurer l'intérêt de l'original. Dès que la femme lui pose la photo du président Satan sur le front, l'enfant est pris de convulsion et il meurt. La femme retourne chez le docteur-feuille et lui explique ce qui s'est passé. Alors, le guérisseur observe qu'elle a donné à son

enfant une dose très forte. Autrement dit, le président fondateur dictateur est plus malfaisant que Satan lui-même.

C'est aussi un épisode secret de vengeance jouissive pendant la campagne électorale. Le parti a distribué gratuitement des pagnes aux femmes du quartier. Il y a l'effigie du candidat ennemi du peuple (et du cœur particulier de madame MADONLEKET) qui sourit sadiquement et bêtement. Même sur l'image il a une façon de garder silence qui finit toujours par lui servir de circonstances atténuantes et de justifier sa déification, sa mythification et sa mystification.

Donc, une femme reçoit son pagne. Elle est encore meurtrie par la déception de la disparition de son mari pendu haut et court par des soldats du président. Elle tient le pagne entre les mains, serre les dents en même temps que les doigts. Et elle reçoit une idée diabolique. D'abord se fabriquer un mouchoir ; et elle taille l'effigie du président fondateur. Et elle convoque une grippe. C'est dans sa bouche qu'il faut verser les morves. Elle essaie et ça marche. Le président a bu sa merde. Chaque jour, il lui faudra torcher toutes les coulées merdiques pour faire souffrir le président par procuration.

Puis elle se souvient que son fils Papy peut y contribuer efficacement. Avec le même doigté elle confectionne deux caleçons. En plaçant la tête du président au meilleur endroit ! Pendant la nuit, Papy sait pisser ; pendant la journée Papy sait s'asseoir dans la poussière ou la boue. Sur la tête de son excellence ! Même qu'elle va voir un cordonnier qui va lui confectionner des chaussures, en plaçant l'effigie du président sous la semelle. C'est la manifestation du ressentiment ; ce n'est pas l'expression de la haine. Car, si vous détestez un président et vous le faites savoir, il gardera le pouvoir par vengeance contre votre ingratitude et il sera en deux mots, comme avant, *notre président*. Si au contraire vous l'aimez –même par hypocrisie-il va libérer le plancher, convaincu qu'il s'est accompli par une tâche bien faite, satisfait sadiquement d'avoir alimenté votre acrimonie.

Ceci est un vrai portrait entièrement sorti de mon imagination. Ne le relisez pas. Ne le recommandez à personne. Inutile aussi de lambiner ou de ronger vos freins à la recherche du personnage historique correspondant. Si vous n'avez jamais vu le diable en personne, regardez dans le miroir. Vous le connaissez très bien. ♦

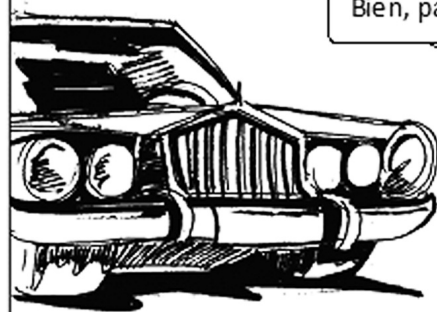
ASCENSION FULGURANTE

C'est bon, André... Je vais rentrer à pied, façon de faire un peu d'exercice.

Bien, patron...

Aujourd'hui, j'ai connu une journée exceptionnelle ; je vais en profiter pour me remettre de mes émotions.

Tenez ! Un contrat passé avec une société immobilière pour la construction de logements sociaux. Une affaire de plusieurs centaines de millions.



En fermant les yeux sur certains points, j'ai réussi à obtenir une commission importante. Et cet autre contrat de fourniture de véhicules administratifs à l'Etat...



Le concessionnaire a été reconnaissant... Pensez-y, chaque véhicule coûte une cinquantaine de millions. Je touche même sur les pièces de rechange...



Et ce projet de construction de routes dans plusieurs régions du pays. J'aurai quelques dividendes sur chaque kilomètre de déguerpissement des populations riveraines...



Les millions me tombent du ciel. Je ne fais que commencer mon ascension !

Soudain...



Je vous le jure ! Il allait le nez en l'air sans regarder où...

Hé ! Je le connais ; C'est un homme d'affaires et élu du peuple à qui il fait souvent beaucoup de promesses.



Ah ! Enfin une ambulance.

Peu après...

PIM... POM...PIM...POM...



Misère ! Il fallait une voiture équipée réanimation...

Il n'en a pas : Pas nécessaire pour le peuple qu'ils disent là-

Une fois à l'hôpital...



On pouvait le sauver, mais... l'équipement n'est pas une priorité pour les hommes politiques dans ce pays.

FIN

Pub Ipsom



CIPCRE

DIRECTION GENERALE

BP : 1256 Bafoussam

Tel : (237) 33 44 66 68

Fax : (237) 33 44 66 69

E-Mail : cipcre.dg@cipcre.org

Site web : www.cipcre.org

CIPCRE-Cameroun

BP : 1256 Bafoussam

Tel : (237) 33 44 62 67

Fax : (237) 33 44 66 69

E-Mail : cipcre.cameroun@cipcre.org

CIPCRE-Bénin

BP : 287 Porto-Novo

Tel : (229) 20 22 22 49

Fax : (229) 20 22 30 50

E-Mail : cipcre.bénin@cipcre.org

CIPCRE Conseil & Services

BP : 15059 Yaoundé

Tel : (237) 22 23 75 92

Fax : (237) 22 23 75 92

E-Mail : ccs@cipcre.org